



Revue Media

16/01/23



Onclusive On your side

Sommaire

| | |
|---|----|
| 14:49:24 Les immanquables. Chroniqueurs : Rémy RMC INFO - Estelle midi - 13/01/2023 | 5 |
| Affichage environnemental : que veulent les Français ? reussir.fr - 14/01/2023 | 6 |
| Affichage environnemental : que veulent les Français ? reussir.fr - 13/01/2023 | 8 |
| Pourquoi l'affichage environnemental sur les produits alimentaires est un casse-tête Msn (France) - 13/01/2023 | 9 |
| Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait "essentiel", indique une étude BVA commandée par le collectif En Vérité JeanMarcMorandini.com - 15/01/2023 | 11 |
| Présence de pesticides dans nos assiettes : les Français veulent savoir LeParisien.fr - 13/01/2023 | 12 |
| Oui au score environnemental Le Maine Libre Grand Mans - Grand Mans - 14/01/2023 | 14 |
| Alimentaire : 86% des Français se disent favorables à un étiquetage environnemental homap.fr - 14/01/2023 | 15 |
| Oui au score environnemental Le Courrier de l'Ouest Angers - Angers - 14/01/2023 | 17 |
| Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait "essentiel", indique une étude BVA commandée par le collectif En Vérité https://t.co/X5Slr4Reiu Jean Marc Morandini - 15/01/2023 | 18 |
| Les français réclament un étiquetage environnemental qui évalue utilisation de pesticides, mode d'élevage et origine Cdurable.info - 15/01/2023 | 19 |
| 86 % des Français sont intéressés par le Planet-Score comme affichage environnemental biolineaires.com - 13/01/2023 | 26 |
| #MARQUE Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait "essentiel", indique une étude BVA commandée par le collectif En Vérité. https://t.co/qZVt86Ti4Z CB News - 13/01/2023 | 27 |
| Un score environnemental sur les produits alimentaires Msn (France) - 12/01/2023 | 28 |
| Pour 86 % des Français, un «Planet-Score» sur les aliments serait «essentiel» LeParisien.fr - 12/01/2023 | 30 |
| Pourquoi l'affichage environnemental sur les produits alimentaires est un casse-tête 20Minutes.fr - 13/01/2023 | 31 |
| Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ? VosgesMatin.fr - 12/01/2023 | 34 |
| Après le NutriScore, une majorité de Français réclame un score environnemental pour les produits alimentaires tf1info.fr - 12/01/2023 | 36 |

| | |
|--|----|
| Alimentaire : l'idée d'un « planet-score » fait son chemin, 86 % des Français le jugent « essentiel » sudouest.fr - 12/01/2023 | 38 |
| Alimentation : un score environnemental plébiscité par les Français Le Télégramme Brest - Brest - 13/01/2023 | 40 |
| Les pesticides attendus comme critère fort de l'affichage environnemental reference-agro.fr - 12/01/2023 | 41 |
| Alimentation Pour 86 % des Français, un score environnemental serait « essentiel » Terre-net.fr - 12/01/2023 | 42 |
| Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ? republicain-lorrain.fr - 12/01/2023 | 43 |
| Un score environnemental sur les produits alimentaires ? 86 % des Français y sont favorables NouvelObs.com - 12/01/2023 | 45 |
| Alimentaire: pour 86% des Français, un score environnemental serait "essentiel" NotreTemps.com - 12/01/2023 | 47 |
| Alimentaire : plébiscite pour un planet-score La Nouvelle République des Pyrénées - 13/01/2023 | 48 |
| Alimentaire : plébiscite pour un planet-score Le Petit Bleu de l'Agenais - 13/01/2023 | 49 |
| Affichage environnemental : une majorité de Français veut savoir si des pesticides sont présents dans les produits qu'ils achètent plan-bio.info - 12/01/2023 | 50 |
| Alimentaire: pour 86% des Français, un score environnemental serait "essentiel" linfo durable.fr - 12/01/2023 | 52 |
| Alimentation : un collectif d'industriels plaide pour clarifier l'affichage environnemental LesEchos.fr - 12/01/2023 | 53 |
| Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ? Leprogres.fr - 12/01/2023 | 55 |
| Alimentation : un score environnemental plébiscité par les Français, selon une étude letelegramme.fr - 12/01/2023 | 57 |
| Alimentaire : pour 86% des Français, un score environnemental serait «essentiel» Lefigaro.fr - 12/01/2023 | 60 |
| Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ? lejsl.com - 12/01/2023 | 61 |
| Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ? ledauphine.com - 12/01/2023 | 63 |
| Alimentaire : pour 86 % des Français, un score environnemental serait « essentiel » Lavoixdunord.fr - 12/01/2023 | 65 |
| Alimentaire : pour 86% des Français, un score environnemental serait "essentiel" LaProvence.com - 12/01/2023 | 66 |
| Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ? Estrepublicain.fr - 12/01/2023 | 68 |
| Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ? dna.fr - 12/01/2023 | 70 |

| | |
|--|----|
| Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ? lalsace.fr - 12/01/2023 | 72 |
| Alimentaire : plébiscite pour un planet-score La Dépêche du Midi Toulouse - Toulouse - 13/01/2023 | 74 |
| Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel » cbnews.fr - 12/01/2023 | 75 |
| Pour 86 % des Français, un score environnemental serait « essentiel » agri-mutuel.com - 12/01/2023 | 76 |
| Pour 86% des français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel » Cb Newsletter - 13/01/2023 | 77 |
| Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ? Bienpublic.com - 12/01/2023 | 78 |
| Alimentaire: pour 86% des Français, un score environnemental serait "essentiel" Agence France Presse Fil Gen - Fil Gen - 12/01/2023 | 80 |



- 14:49:24 Les immanquables. Chroniqueurs : Rémy Barret, journaliste ; Périco Légasse, journaliste à Marianne ; Emmanuelle Dancourt, journaliste indépendante ; Pierre Rondeau, économiste.
- 14:49:29 Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait essentiel, c'est ce que révèle une étude BVA commandée par le collectif en vérité qui regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia ou Entremont.
- 14:49:53 Citation pesticide.
- 14:50:19 Débat avec les invités.
- 14:51:45



Affichage environnemental : que veulent les Français ?



Transparence alimentaire A la demande du collectif En Vérité, BVA a réalisé un sondage sur les attentes des Français en matière d'affichage environnemental. Le ministère de la Transition Ecologique, présent lors de la présentation des résultats, a confirmé le calendrier réglementaire pour la mise en place d'un dispositif de ce genre et souligné des résultats qu'il a trouvé intéressants.

Publié le 13 janvier 2023 - Par Julia Commandeur - FLD

Pascal Dagrass, représentant du ministère de la Transition écologique, a salué ces travaux qui ajoutent un élément de plus dans le débat public de l'affichage environnemental et confirmé l'objectif de la définition d'une méthode d'affichage environnemental pour fin 2023. © Julia Commandeur - FLD

Les résultats du sondage BVA ont été dévoilés et débattus lors d'une présentation à la presse le 12 janvier à l'Assemblée nationale, où étaient également présents marques du collectif En Vérité, politiques et autres parties prenantes (Ademe, Planet-score...). Plus de 60 personnes étaient présentes pour 120 demandes, c'est dire l'intérêt porté au sujet ! © Julia Commandeur - FLD

Selon le sondage BVA, outre l'impact environnemental, les Français portent une attention très forte à la qualité nutritionnelle (qui guide 22 % dans leurs achats alimentaires), l'absence d'additifs et de pesticides (20 %) et à l'origine du produit (20 %). © Santé Publique France - photo d'archives

Sébastien Loctin (à gauche) et **David Garbous** (à droite), fondateurs de En Vérité, avec Régis Olagne (au milieu) directeur département Agriculture, Energie et Environnement chez BVA : « 86 % des Français estiment essentiel un score environnemental sur les packs des produits alimentaires. » © Julia Commandeur - FLD

Pascal Dagrass, représentant du ministère de la Transition écologique, a salué ces travaux qui ajoutent un élément de plus dans le débat public de l'affichage environnemental et confirmé l'objectif de la définition d'une méthode d'affichage environnemental pour fin 2023. © Julia Commandeur - FLD

Les résultats du sondage BVA ont été dévoilés et débattus lors d'une présentation à la presse le 12 janvier à l'Assemblée nationale, où étaient également présents marques du collectif En Vérité, politiques et autres parties prenantes (Ademe, Planet-score...). Plus de 60 personnes étaient présentes pour 120 demandes, c'est dire l'intérêt porté au sujet ! © Julia Commandeur - FLD

Selon le sondage BVA, outre l'impact environnemental, les Français portent une attention très forte à la qualité nutritionnelle (qui guide 22 % dans leurs achats

alimentaires), l'absence d'additifs et de pesticides (20 %) et à l'origine du produit (20 %).
© Santé Publique France - photo d'archives

Sébastien Loctin (à gauche) et **David Garbous** (à droite), fondateurs de En Vérité, avec Régis Olagne (au milieu) directeur département Agriculture, Energie et Environnement chez BVA : « 86 % des Français estiment essentiel un score environnemental sur les packs des produits alimentaires. » © Julia Commandeur - FLD

Alors que la loi Climat et résilience prévoit un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum, une enquête BVA pour le collectif En Vérité révèle qu'un score environnemental affiché sur les produits alimentaires est essentiel pour 86 % des Français. Mais les conditions de succès d'un dispositif de ce type reposent, toujours selon les résultats de BVA, sur trois conditions.

Primo, l'outil soit s'appuyer sur des indicateurs concrets et précis. En l'occurrence, BVA en a mis trois en exergue :

Économie & société

Environnement

Consommation

Agroalimentaire



Transparence alimentaire Affichage environnemental : que veulent les Français ?



Transparence alimentaire

Affichage environnemental : que veulent les Français ?

A la demande du collectif En Vérité, BVA a réalisé un sondage sur les attentes des Français en matière d'affichage environnemental. Le ministère de la Transition Ecologique, présent lors de la présentation des résultats, a confirmé le calendrier réglementaire pour la mise en place d'un dispositif de ce genre et souligné des résultats qu'il a trouvé intéressants.

Alors que la loi Climat et résilience prévoit un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum, une enquête BVA pour le collectif En Vérité révèle qu'un score environnemental affiché sur les produits alimentaires est essentiel pour 86 % des Français. Mais les conditions de succès d'un dispositif de ce type reposent, toujours selon les résultats de BVA, sur trois conditions.

Primo, l'outil soit s'appuyer sur des indicateurs concrets et précis. En l'occurrence, BVA en a mis trois en exergue :



Pourquoi l'affichage environnemental sur les produits alimentaires est un casse-tête

86 % des Français jugent essentiel un écoscore sur les produits alimentaires, renseignant sur leurs impacts environnementaux, indique un sondage BVA publié jeudi. La loi climat le prévoit. Reste à s'accorder sur la méthode. Pas simple

CONSO - 86 % des Français jugent essentiel un écoscore sur les produits alimentaires, renseignant sur leurs impacts environnementaux, indique un sondage BVA publié jeudi. La loi climat le prévoit. Reste à s'accorder sur la méthode. Pas simple

« Il est nécessaire de donner [au consommateur] l'information appropriée à une prise de conscience de l'impact de ses choix afin de l'orienter vers des pratiques plus vertueuses. » Ce constat de la Convention citoyenne pour le climat donnait lieu à la première de leurs 149 propositions remises à Emmanuel Macron , en juin 2020 , pour accélérer la baisse des émissions de CO2 françaises.

Ces 150 citoyens tirés au sort prônaient une obligation d'affichage carbone des produits et services. Sur le modèle du nutriscore (qui évalue la qualité nutritionnelle d'un produit) apposé sur les emballages et qui renseignerait sur les émissions de CO2 générées par le produit tout au long de sa vie.

L'idée sera reprise dans la loi Climat et Résilience . C'est l'article 2 qui prévoit la création d'un écoscore, l'équivalent d'une note permettant d'informer sur l'impact environnemental -pas seulement climatique donc- sur les produits alimentaires.

Essentiel pour 86 % des Français

Pour 86 % des Français, ce score environnemental est jugé essentiel, indiquait jeudi un sondage BVA pour le collectif En Vérité . Les acteurs de l'agroalimentaire n'y seraient pas tous opposés également, bien au contraire. Ce collectif « En vérité » réunit d'ailleurs 60 marques qui militent pour plus de transparence dans leurs secteurs. « Evaluer la valeur environnementale d'un produit est quasi-mission impossible aujourd'hui, regrette Sébastien Loctin, son fondateur. On est confronté soit à un manque d'informations, soit aux belles histoires marketing des marques, soit à une profusion de labels (plus de 400 à ce jour). Ce flou ne permet pas aux marques qui font bien les choses d'être récompensées de leurs efforts. »

Reste à mettre en place ce score environnemental. Des expérimentations ont d'ores et déjà été lancées. Vous avez ainsi peut-être déjà croisé en rayon l'« Eco-score » créé en janvier 2021 par neuf acteurs de l'alimentaire (Yuka, Marmiton, Foodcherie, Seazon...). Ou le « Planet-Score » , qui verra le jour un peu plus tard et créé par l'Institut de l'agriculture et de l'alimentation biologiques (Itab)

Ces deux affichages, testés aujourd'hui sur plusieurs milliers de références, ont des similitudes. Celle, par exemple, de restituer le score environnemental sur une note qui va du A sur fond vert au E sur fond rouge, comme le nutriscore. Un autre point commun : Agribalyse , une base de données publique élaborée par l'Ademe et qui mesure l'impact environnemental de milliers de produits alimentaires, en raisonnant en termes d'Analyse de cycle de vie (ACV) . En clair : les impacts environnementaux à toutes les étapes de la vie du produit, de la fourche à la fourchette, sont pris en compte. C'est le point de départ des deux affichages que chacun complète ensuite à sa façon, en ajoutant d'autres critères dans le calcul de la note globale.

Trouver l'affichage officiel

Mais imaginez la pagaille si plusieurs méthodes coexistent. Tout l'enjeu est d'aboutir à un affichage officiel qui mette tout le monde d'accord, tant sur la méthode de calcul que sur la façon de restituer clairement les résultats aux consommateurs. C'est tout le travail engagé par l'État, avec cet objectif qu'il soit mis en place d'ici la fin de cette année. « Cela nécessite qu'une première proposition soit mise sur la table dans les prochains mois pour qu'elle soit discutée, critiquée par tous les acteurs concernés », précise Pascal Dagrás, qui travaille sur ce dossier au ministère de la Transition écologique.

La tâche n'est pas simple. Cette étude BVA l'atteste en ayant cherché à mieux cerner les attentes des Français, en les testant avec le Planet-Score. Cet affichage a la particularité non seulement de restituer la note globale (de A à E donc), mais ajoute, en dessous, l'évaluation du produit dans trois sous-catégories : la biodiversité, les pesticides



et le climat (impact carbone). Plus une information, dans le coin droit, sur le mode d'élevage. Plutôt bien vu ? L'étude BVA conclut en tout cas qu'un « affichage commencera à être véritablement intéressant à partir du moment où ils s'appuient sur des indicateurs concrets et précis », retient Régis Olagne, directeur de clientèle à BVA qui a supervisé l'étude. Le premier plébiscité par les Français est la non-utilisation de pesticides, citée par 39 % des sondés. Suivent un mode d'élevage respectueux (25 %), puis la préservation de la biodiversité (12 %), du climat (13 %) et des ressources (12 %).

« S'appuyer sur des indicateurs concrets » au risque de trop simplifier les enjeux ?

« Mais quand on interroge sur ces trois derniers indicateurs, on se rend compte que la part de ceux capables de détailler les engagements concrets qu'ils attendent derrière est relativement faible, reprend Régis Olagne. Et les réponses données se recoupent d'un indicateur à l'autre, signe qu'ils ne sont peut-être pas assez spécifiques. » C'est nettement moins le cas pour la non-utilisation des pesticides et le mode d'élevage qui semblent bien plus parler aux sondés. « Il y a plus de sondés en capacité de détailler ces deux indicateurs et les réponses qu'ils donnent sont plus spécifiques au sujet », reprend Régis Olagne.

C'est toute la recommandation qu'adresse alors En Vérité à l'État : que le futur affichage environnemental réponde bien à l'inspiration d'une information claire sur les critères qui tiennent le plus à cœur aux Français », appelle le collectif dans un communiqué. L'utilisation de pesticides et le mode d'élevage donc, mais aussi l'origine, ajoute le collectif, l'étude ayant montré qu'il s'agit d'un autre critère important guidant le choix des Français dans leur consommation.

Gare toutefois à ne pas trop simplifier les enjeux ? « L'utilisation ou non de pesticides, le mode d'élevage ou l'origine donnent des informations sur comment ont été fabriqués les produits, rappelle Pascal Degras. Mais intégrer les impacts qu'ils ont sur la biodiversité, le climat ou les ressources tout au long de leur vie [lors de leur transport par exemple] est tout aussi essentiel. » Pas question donc d'en choisir un et pas l'autre. « Ce n'est pas simple, bien évidemment, reconnaît Pascal Degras. Toute la question est de savoir comment on articule, dans la méthodologie, ces deux niveaux d'enjeux : comment on produit et comment on impacte. » La réflexion se poursuit.

Planète

Alimentaire : Eco-Score ou Planet-Score ? La bataille des indicateurs environnementaux est lancée

Planète

Bientôt une note environnementale et sociale sur les vêtements, façon « Nutri-Score » ?



Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait "essentiel", indique une étude BVA commandée par le collectif En Vérité

18:31

Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait "essentiel", indique une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat.

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum.

A un échantillon représentatif de la population française de 1 000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un "Planet-Score" afin de mesurer la pertinence de celui-ci.

Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides.

Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Interrogés sur les "engagements concrets attendus" des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42% la non-utilisation des pesticides, à 42% également un mode d'élevage respectueux, à 32% la préservation du climat, 30% la préservation de la biodiversité et 27% la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est "concluant" pour Régis Olagne de BVA : "simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix", les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste.

Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont.



Présence de pesticides dans nos assiettes : les Français veulent savoir

Aymeric Renou

Présence de pesticides dans nos assiettes : les Français veulent savoir

Selon une étude révélée ce jeudi, les Français souhaitent que le futur affichage environnemental, sur le modèle du Nutri-score sur les étiquettes des produits alimentaires, indique l'utilisation, ou non, de pesticides ainsi que l'origine et le mode d'élevage de ce qu'ils mettent dans leurs assiettes.

Une soupe de légumes avec des traces de soufre, de glyphosate ou de prosulfocarbe ? Une boîte de conserve de haricots verts traités au mancozèbe ? Impossible aujourd'hui, pour les consommateurs, de savoir avec précision si les produits alimentaires qu'ils achètent, et issus de l'agriculture conventionnelle, contiennent ou non des reliquats de pesticides. Et ils aimeraient bien le savoir, comme le révèle une étude de l'institut de sondages BVA publiée ce jeudi par En Vérité, un collectif réunissant une soixantaine de marques agroalimentaires (dont d'Aucy, Yoplait ou Entremont pour les plus connues) et commanditaires de l'étude, réclamant davantage de transparence sur les étiquettes.

91 % des Français « consulteraient un indicateur permettant d'évaluer » leur présence et, pour 39 % d'entre eux, ce serait même le critère le plus important pour connaître l'impact environnemental d'un produit alimentaire, juste devant le mode d'élevage (25 %) quand le produit contient de la viande, du lait ou des œufs, et son origine géographique de production (20 %).

Une demande de transparence alors que, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'alimentation est la principale source d'exposition aux pesticides. Par ailleurs, selon les résultats d'une enquête menée en début d'année dernière par l'association UFC-Que choisir sur 14 000 denrées alimentaires différentes, les produits phytosanitaires sont présents dans la moitié des fruits et légumes consommés en France.

« Nous ne savons pas ce que nous mangeons, comment est produit ce que nous mangeons et quels impacts environnementaux les choix de production peuvent avoir, dénonce Sébastien Loctin, PDG de l'entreprise Biofuture qui produit des huiles et condiments bio et initiateur du collectif En Vérité. C'est même mission impossible alors qu'il y a une profusion de labels noyés dans des pratiques marketing qui créent la confusion chez les consommateurs. Il faut de la transparence sur les emballages, une information juste et compréhensible par tout le monde. »

L'étiquetage alimentaire arrive

Prévu dans l'article 2 de la loi « Climat et Résilience » votée en 2021, mais plusieurs fois repoussé, l'étiquetage environnemental arrive. Le gouvernement doit présenter, d'ici à la fin de cette année, un système de classement qu'il soumettra ensuite à l'avis d'associations de consommateur et d'industriels de l'agroalimentaire. On se dirige vers l'adoption d'une présentation similaire à celle adoptée par le Nutri-score, avec une note de A à E sur l'étiquette associée à un code couleur allant du vert au rouge. Reste à décider des contours précis des modalités de l'affichage, et mettre tout le monde d'accord.

L'équation n'est pas simple à résoudre, alors que quelques initiatives émergent.

L'Eco-score ou le Planet-Score, conçu par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques



(ITAB) et soutenu par des associations environnementales, en font partie. On trouve les étiquettes de ce dernier, qui affiche le niveau de présence de pesticides, l'impact sur la biodiversité et celui sur le climat, sur certaines boîtes d'œufs de Loué ou sur les petits pots pour bébé de la marque Hipp.

VIDÉO. Food Checking : pourquoi y a-t-il des pesticides dans certains paquets de pâtes ?

« Les retours auprès des consommateurs sont excellents, se félicite Sabine Bonnot, porte-parole du Planet-score. Mais il est indispensable de ne pas se précipiter pour décider de la meilleure méthodologie à observer pour l'affichage qui s'appliquera à l'ensemble des marques. Sur un pot de confiture par exemple, le score pesticides sera bon si les fruits utilisés sont bios. Mais l'ingrédient principal d'une confiture est le sucre. Mais lequel sera le meilleur entre celui venant de cannes bios du Brésil, à l'impact climat dramatique sur le climat à cause du transport ou sur la biodiversité à cause de la déforestation, et celui de betteraves françaises traitées aux néonicotinoïdes ? »

Une poignée de marques, y compris au sein du collectif En Vérité, jouent déjà le jeu de la transparence sans attendre le décret d'application de la loi Climat et Résilience. Christian Jorge, fondateur d'Omie, fabricant et distributeurs de 250 produits issus « agroécologiques » a choisi lui de « pousser le concept au maximum ». « Nous choisissons la transparence totale sur l'origine des ingrédients, les lieux de production, de transformation, et même sur la répartition exacte des coûts et profits de chaque produit. explique-t-il. Il est possible d'accéder à ces informations via un QR code à scanner pour ne pas avoir à encombrer nos étiquettes que nous gardons les plus sobres et simples possible. C'est un choix qui, aujourd'hui, nous différencie, et un engagement qui j'espère fera tache d'huile. » ■



Oui au score environnemental

Pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel », indique une étude BVA commandée par le collectif En Vérité qui regroupe plus de 60 marques alimentaires. Le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat. Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides. ■



Alimentaire : 86% des Français se disent favorables à un étiquetage environnemental



Le fil Homap

le 14 janvier 2023

, par Sandra Nicoletti

0

Partager sur

C'est ce qui résulte d'une étude menée par BVA pour le Collectif En Vérité, réunissant 60 marques alimentaires. L'utilisation de pesticides, le mode d'élevage et l'origine arrivent en tête des préoccupations et figurent ainsi sur le Planetscore, un test d'étiquetage environnemental proposé par le collectif.

Afin de mieux cerner les attentes des Français sur la valeur environnementale de leur alimentation, BVA a mené une enquête en décembre dernier pour le Collectif En Vérité, auprès d'un échantillon représentatif de 1000 personnes. Et le constat est sans appel : 86% des Français se disent favorables à un étiquetage clair et facilement compréhensible. Pour 7,2 personnes sur 10, un affichage environnemental permettrait en effet de renforcer leur confiance vis-à-vis des marques et faciliterait leur choix dans 78% des cas.

Dans le détail, les questions de santé arrivent en tête des attentes et plus particulièrement, l'utilisation de pesticides. Une très large majorité de sondés (91%) déclare ainsi qu'elle consulterait un indicateur évaluant l'utilisation de pesticides s'il existait. Pour 39%, cet aspect figure même comme le plus important pour évaluer l'impact environnemental d'un produit alimentaire. En 2e position vient le mode d'élevage (90% d'intéressés), puis l'origine des produits en 3e place (80%). Les enjeux climatiques et de biodiversité sont quant à eux jugés prioritaires par seulement 1 Français sur 10, bien que 90% des répondants jugent l'offre alimentaire inadaptée à ces enjeux.

Pour faciliter le choix des consommateurs, le Collectif En Vérité se bat pour un étiquetage harmonisé et obligatoire, sur les enjeux liés à la valeur environnementale de leur alimentation. Testé auprès de 1000 répondants, le Planetscore intéresserait 86% des sondés et faciliterait le choix pour 78%. Un étiquetage clair et compréhensible qui prend en compte les attentes premières des Français, à savoir la présence de pesticides, l'impact sur la biodiversité et sur le climat et le mode d'élevage. 84% des Français font confiance aux acteurs de proximité, mais 70% font leurs courses en grande distribution...

Si les Français accordent une large confiance aux acteurs de proximité (84%), qu'il s'agisse de commerçants, associations de consommateurs ou agriculteurs, ils sont toutefois 70% à faire leurs courses dans la grande distribution. Et ce, malgré leur défiance vis-à-vis de ces opérateurs économiques et institutionnels, qui incluent la grande distribution, mais aussi les pouvoirs publics et les marques. Pour faciliter le choix des Français dans leur alimentation et leur permettre de tenir leurs convictions, le Collectif En Vérité réclame donc « l'adoption d'un référentiel robuste et obligatoire pour toutes les marques ». Un test d'étiquetage environnemental a d'ailleurs été proposé par le Collectif, afin de faciliter la lecture des attentes évoquées les Français. Baptisé Planetscore, ce dernier permettrait d'évaluer la présence de pesticides, l'impact sur la biodiversité et sur le climat, mais aussi l'origine des produits avec une notation de A et E. En attendant la mise en place d'un tel affichage environnemental, dont l'intérêt semble essentiel, Homap ne peut que vous encourager à favoriser les circuits courts et locaux, qui restent à ce jour les plus transparents en la matière.



Oui au score environnemental

Pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel », indique une étude BVA commandée par le collectif En Vérité qui regroupe plus de 60 marques alimentaires. Le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat. Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides. ■



URL :<http://www.twitter.com>

PAYS :France

TYPE :Médias sociaux

Tweets :250480

Following :4278

Followers :690978



► 15 janvier 2023

> [Version en ligne](#)



Jean Marc Morandini

@morandiniblog



Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait "essentiel", indique une étude BVA commandée par le collectif En Vérité <https://t.co/X5Slr4Reiu>



15 janvier 2023



Les français réclament un étiquetage environnemental qui évalue utilisation de pesticides, mode d'élevage et origine

Les Français et l'affichage environnemental des produits alimentaires

12 janvier 2023



Affichage environnemental

Les résultats de l'étude BVA pour le Collectif En Vérité

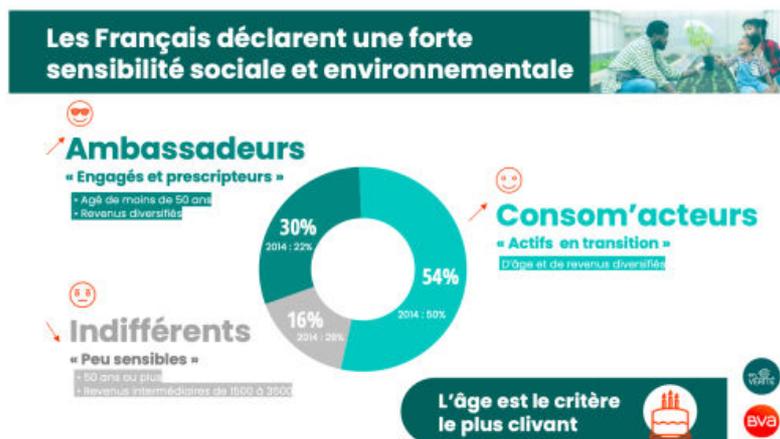
jeudi 12 janvier 2023

Posté par Cyrille Souche



Afin de nourrir les débats sur le projet d'affichage environnemental, le Collectif En Vérité, qui réunit 60 marques alimentaires demandant la transparence sur les emballages, a

décidé d'interroger les Français pour comprendre ce qu'ils souhaitent vraiment savoir et voir, à même le packaging, concernant la valeur environnementale de leur alimentation. Cette étude menée avec BVA vise à s'assurer que l'affichage qui sera retenu par les pouvoirs publics répond aux attentes des Français et est un levier efficace pour encourager la transition alimentaire. En effet, si pour 86% des Français, un score environnemental est essentiel, il doit avant tout répondre à des critères précis et discriminants tels que l'utilisation de pesticides, le mode d'élevage et l'origine.



Les Français déclarent une forte sensibilité sociale et environnementale

Etude BVA pour le Collectif en Vérité - Janvier 2023

1/ ÉVALUER L'UTILISATION DE PESTICIDES, CRITÈRE N°1 DES FRANÇAIS.

91% des Français consulteraient un indicateur permettant d'évaluer l'utilisation de pesticides s'il existait. Pour 39%, ce serait même le critère le plus important pour évaluer l'impact environnemental d'un produit alimentaire. Pas étonnant quand pour eux, l'offre alimentaire n'est pas adaptée aux enjeux environnementaux (90%) et de santé (80%).

2/ ORIGINE ET MODE D'ÉLEVAGE, LES AUTRES PRIORITÉS DES FRANÇAIS

Un quart des Français place le mode d'élevage en tête de ses critères de choix pour un produit alimentaire, et 90% s'y référeraient s'il était clairement affiché. Ils sont aussi très attentifs à l'origine des produits : 80% évaluent ce critère quand il est disponible. Or ce critère est aujourd'hui absent des affichages environnementaux déjà adoptés par certaines marques.

Les indicateurs sur la préservation de la biodiversité (12%), des ressources (12%) et du climat (13%) sont quant à eux jugés prioritaires par seulement un Français sur dix. Les Français confrontés à des produits affichant ces critères dans le cadre de l'étude le confirment : ce sont les indicateurs recouvrant pour eux une réalité précise (utilisation de pesticides, mode d'élevage, origine) qui recueillent l'adhésion et orientent l'achat, plutôt que les indicateurs recouvrant des concepts ou notions plus larges (climat, biodiversité, ressources).



3 critères prépondérants guident leurs choix

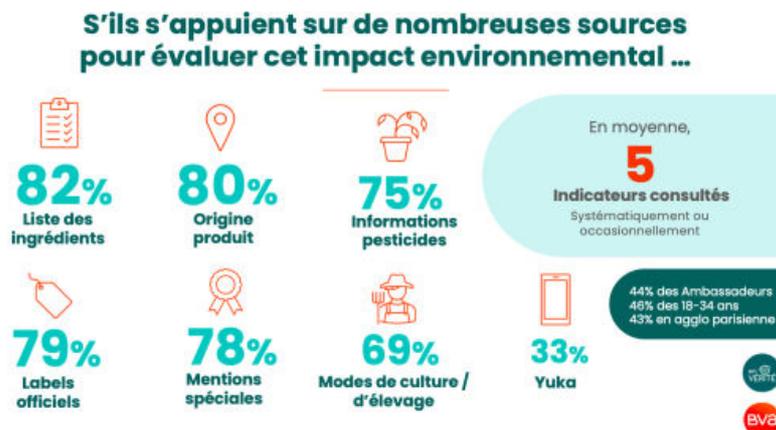
Pour restaurer la confiance, les français réclament un étiquetage environnemental et attendent qu'il évalue en priorité utilisation de pesticides, mode d'élevage et origine

Etude BVA pour le Collectif en Vérité - Janvier 2023

3/ UNE OFFRE ALIMENTAIRE ET UNE INFORMATION JUGÉES INADAPTÉES AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

« Qui aurait pu prédire la crise climatique ? » Peut-être les Français, pour qui, à 90%, l'offre alimentaire n'est pas adaptée aux enjeux de climat et de biodiversité. Une frustration qui repose aussi sur la perception de l'information qui l'accompagne. Jugée crédible par moins de 2 personnes sur 10, difficile à comprendre (78%), difficile à trouver (80%) ; elle ne facilite pas le choix des produits alimentaires.

Et d'ailleurs, sur quoi se basent les Français aujourd'hui pour évaluer l'impact environnemental ? Sur des informations qui ne lui sont qu'indirectement reliées mais qui sont disponibles (et parfois en pagaille !) : liste des ingrédients (82%), origine (80%), mentions « sans » sur les emballages (78%), Yuka (33%).



S'ils s'appuient sur de nombreuses sources pour évaluer cet impact environnemental ...

Etude BVA pour le Collectif en Vérité - Janvier 2023

4/ L’AFFICHAGE ENVIRONNEMENTAL : PRIORITAIRE POUR LES JEUNES GÉNÉRATIONS, ET ATTENDU PAR UNE LARGE FRANGE DE LA POPULATION
 86% des Français se déclarent intéressés par un affichage environnemental. En effet, alors que le sujet pourrait paraître secondaire en contexte d’inflation et de tension sur le pouvoir d’achat, il intéresse des foyers aux revenus diversifiés, aussi bien modestes qu’aisés. En revanche, la sensibilité aux enjeux environnementaux et sociétaux est largement déterminée par l’appartenance générationnelle : les « ambassadeurs » d’une consommation guidée par la conviction d’une urgence environnementale sont à 35% âgés de moins de 35 ans (et à 57% de moins de 50 ans). Les « indifférents » ont à 67% plus de 50 ans.

L’information environnementale doit donc encore convaincre, en particulier, les Français qui n’organisent pas encore leurs achats en fonction de leurs convictions. En priorité les « consom’acteurs », sensibles aux enjeux environnementaux, qui ne savent pas comment agir mais souhaitent le faire (54%). Mais aussi les « indifférents » (16%) pour qui ces enjeux ne sont pas prioritaires.



...ils se montrent critiques vis-à-vis de l’information environnementale mise à disposition

Etude BVA pour le Collectif en Vérité - Janvier 2023

5/ CRISE DE CONFIANCE AUTOUR DE L’INFORMATION ALIMENTAIRE

Pour s’informer sur leur alimentation, les Français comptent d’abord sur le conseil d’acteurs de terrain et de proximité : plus de 8 Français sur 10 déclarent faire confiance à leurs commerçants de proximité (primeurs, bouchers, boulangers, etc.), aux associations de consommateurs et aux agriculteurs. En revanche, plus de 70% ne font pas confiance aux pouvoirs publics, aux marques ou aux médias pour les informer sur l’offre alimentaire.



Le Planetscore : disponible et en phase avec les attentes évoquées par les Français

Pour préciser les attentes et caractéristiques attendu, l'étude a testé opérationnellement un système d'affichage environnemental pour évaluer son impact sur les choix et capter le ressenti des utilisateurs après expérimentation.

Etude BVA pour le Collectif en Vérité - Janvier 2023

LE COLLECTIF EN VÉRITÉ DEMANDE AU GOUVERNEMENT UN SCORE ENVIRONNEMENTAL OFFICIEL, DISCRIMINANT, RÉPONDANT AUX ATTENTES DES CONSOMMATEURS

Conscient de l'attente forte des Français en matière d'information sur la valeur environnementale de leur alimentation, et du risque croissant de défiance qui existe à ne pas les informer, le Collectif En Vérité réclame l'adoption d'un référentiel robuste et obligatoire pour toutes les marques alimentaires, et répondant à l'aspiration d'une information claire sur les critères qui tiennent le plus à cœur aux Français : utilisation de pesticides, mode d'élevage et origine.

Les Français sont 86% à demander un affichage environnemental discriminant, permettant un choix éclairé au sein d'une même catégorie de produits alimentaires. Un message qui encourage à travailler sur un référentiel soutenu par l'ensemble des parties-prenantes, à même de restaurer la confiance.

Au sein du Collectif En Vérité, 60 marques alimentaires sont prêtes à travailler main dans la main avec le gouvernement et l'ensemble des parties-prenantes publiques, privées, scientifiques et ONG, pour tester les différentes propositions, évaluer leur efficacité et définir l'affichage environnemental répondant le mieux aux attentes des Français.

Cette étude démontre également la forte attention portée par les Français à la qualité nutritionnelle (22% sont guidés dans leurs achats alimentaires par ce critère) et à l'origine du produit (20%). Deux critères qui, au-delà de l'information environnementale, illustrent la recherche d'une information sincère sur ce qui impacte, via l'alimentation, la santé ou la pérennité des filières françaises. En Vérité se bat aussi pour un étiquetage harmonisé et obligatoire sur ces enjeux. Car, pour nous, marques alimentaires, la transparence doit être la base de la confiance.

LES 10 CHIFFRES CLÉS

1. 84% des Français déclarent une forte sensibilité sociale et environnementale.

- ☐ Pour 86% des Français, un score environnemental est essentiel. Accompagné d'indicateurs concrets (pesticides, bien-être animal, origine, etc.), il renforcerait la confiance dans les marques pour un Français sur deux.
- ☐ Ils sont 90% à déclarer que l'offre alimentaire n'est pas adaptée aux enjeux de climat et de biodiversité.
- ☐ 91% des Français consulteraient un indicateur évaluant l'utilisation de pesticides s'il existait.
- ☐ Il arrive en tête des critères de choix d'un produit alimentaire pour 39% d'entre eux.
- ☐ 80% des Français évaluent le critère de l'origine quand il est disponible.
- ☐ 25% placent un mode d'élevage respectueux en tête de leurs critères de choix pour un produit alimentaire.
- ☐ Les ambassadeurs d'une consommation guidée par la conviction d'une urgence environnementale (30%) sont à 35% âgés de moins de 35 ans (et à 57% de moins de 50 ans).
- ☐ Ceux qui y sont indifférents (16%) sont à 67% âgés de plus de 50 ans.
- ☐ Plus de 70% des Français déclarent ne pas faire confiance aux pouvoirs publics, aux marques ou aux médias pour les informer sur l'offre alimentaire.

ETUDE COMPLETE

– Télécharger l'étude BVA pour le Collectif en Vérité sur l'affichage environnemental



Obligez-nous (tous) à dire la vérité !

Les Français ont le droit de savoir ce qu'ils mangent !

#envérité est une association de marques qui demandent au législateur d'imposer une véritable transparence alimentaire à l'ensemble des marques alimentaires ! Le consommateur a le droit de savoir ce qu'il mange, donnons-lui les informations nécessaires pour bien choisir.

En Vérité est une association loi 1901 regroupant des marques réunies autour d'une ambition commune : permettre aux consommateurs de savoir ce qu'ils mangent, quel que soit le produit.

ues réunies autour d'une ambition commune : permettre aux consommateurs de savoir ce qu'ils mangent, quel que soit le produit.

Nous, marques alimentaires, sommes au cœur du système. Nos choix impactent la santé des gens mais aussi notre économie, l'emploi des paysans, la préservation de nos écosystèmes... La transparence ne peut être l'affaire de quelques marques engagées : elle doit être obligatoire pour toutes !

Conscientes de leur responsabilité, nous avons donc décidé de nous unir au sein du collectif « En Vérité » pour demander au législateur d'imposer à toutes les marques des règles de transparence communes Son objectif est d'aboutir à un étiquetage commun qui évaluerait quatre critères d'impact essentiels, ceux réclamés par les Français : : type d'agriculture, origine, additif, qualité nutritionnelle... Quels que soient nos choix, assumons-les et informons le consommateur !

Manifeste du Collectif En Vérité

Se nourrir devrait être l'acte le plus simple du monde. Pourtant, c'est devenu un véritable casse-tête !

86 % des Français sont intéressés par le Planet-Score comme affichage environnemental



Selon une enquête BVA pour le Collectif En Vérité (60 marques alimentaires demandant la transparence sur les emballages), 86 % des Français sont intéressés par un affichage environnemental tel que le Planet-Score. Parce qu'il est simple et facile à comprendre (87 %), qu'il permet de comprendre l'impact environnemental (85 %) et facilite le choix (78 %). Cette étude souligne [...]

Pour accéder à cette publication, vous devez acheter un de nos abonnements.



URL :<http://www.twitter.com>
PAYS :France
TYPE :Médias sociaux

Tweets :82838
Following :1021
Followers :70838



► 13 janvier 2023

> [Version en ligne](#)



[#MARQUE](#) Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait "essentiel", indique une étude BVA commandée par le collectif En Vérité. <https://t.co/qZVt86Ti4Z>



13 janvier 2023



Un score environnemental sur les produits alimentaires ? 86 % des Français y sont favorables

 [msn.com/fr-fr/actualite/france/un-score-environnemental-sur-les-produits-alimentaires-86-des-francais-y-sont-favorables/ar-AA16geva](https://www.msn.com/fr-fr/actualite/france/un-score-environnemental-sur-les-produits-alimentaires-86-des-francais-y-sont-favorables/ar-AA16geva)

www.nouvelobs.com



© Copyright 2023, L'Obs

Pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « *essentiel* », indique ce jeudi 12 janvier une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de [la loi Climat](#).

La malbouffe rend-elle aussi accro que la cigarette ?

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum.

A un échantillon représentatif de la population française de 1 000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un « Planet-Score » afin de mesurer la pertinence de celui-ci.

« **Comprendre et faciliter le choix** »

Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de [l'impact sur la biodiversité](#), sur le climat et l'utilisation de pesticides. Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Manger mieux tout en respectant vraiment la planète : voici les solutions

Interrogés sur les « *engagements concrets attendus* » des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42 % la non-utilisation des pesticides, à 42 % également un mode d'élevage respectueux, à 32 % la préservation du climat, 30 % la préservation de la biodiversité et 27 % la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.



Le Planet-Score est « *concluant* » pour Régis Olagne de BVA : « *simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix* », les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste. Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont.



Pour 86 % des Français, un «Planet-Score» sur les aliments serait «essentiel»

leparisien.fr/environnement/pour-86-des-francais-un-planet-score-sur-les-aliments-serait-essentiel-12-01-2023-ED6LCZJ5PBC55O5OG53IRTUIRE.php

12 janvier 2023

Par Le Parisien avec AFP
Le 12 janvier 2023 à 23h49

Après le [Nutri-Score](#), bientôt un Planet-Score ? Pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel », a indiqué une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, qui regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia et Entremont, ce jeudi.

Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de [l'impact sur la biodiversité](#), sur le climat et l'utilisation de pesticides. Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

À lire aussi [Planet Score, Eco Score... comment s'y retrouver parmi tous ces logos environnementaux](#)

À un échantillon représentatif de la population française de 1 000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un « Planet-Score » afin de mesurer la pertinence de celui-ci.

Le Planet-Score est « concluant » a affirmé Régis Olagne de BVA : « simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix », les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, a noté l'analyste.

Les pesticides au sommet des préoccupations

Interrogés sur les « engagements concrets attendus » des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42 % la non-utilisation des pesticides, à 42 % également un mode d'élevage respectueux, à 32 % la préservation du climat, 30 % la préservation de la biodiversité et 27 % la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

La publication de cette étude intervient alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer [un étiquetage environnemental](#) d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat.

Pourquoi l'affichage environnemental sur les produits alimentaires est un casse-tête



- Du A sur fonds vert pour les produits les plus vertueux au E sur fond rouge pour les cancrs... Les consommateurs sont désormais habitués à cette notation avec le Nutriscore, qui juge la qualité nutritionnelle des produits alimentaires.
- Ces dernières années, plusieurs acteurs de l'agroalimentaire ont lancé un dispositif similaire, cette fois-ci pour informer sur leurs impacts environnementaux. C'est l'Eco-Score ou le Planet-Score que vous avez peut-être déjà croisé en rayon.
- Pas simple toutefois de faire coexister plusieurs affichages. C'est tout le travail engagé par le gouvernement qui veut lancer une méthode officielle d'ici à la fin de l'année. Un vaste chantier. Un sondage BVA paru ce jeudi cerne les attentes des Français sur le sujet.

« Il est nécessaire de donner [au consommateur] l'information appropriée à une prise de conscience de l'impact de ses choix afin de l'orienter vers des pratiques plus vertueuses. » Ce constat de la Convention citoyenne pour le climat donnait lieu à la première de leurs 149 propositions remises à Emmanuel Macron, en juin 2020, pour accélérer la baisse des émissions de CO2 françaises.

Ces 150 citoyens tirés au sort prônaient une obligation d'affichage carbone des produits et services. Sur le modèle du nutriscore (qui évalue la qualité nutritionnelle d'un produit) apposé sur les emballages et qui renseignerait sur les émissions de CO2 générées par le produit tout au long de sa vie.

L'idée sera reprise dans la loi Climat et Résilience. C'est l'article 2 qui prévoit la création d'un écoscore, l'équivalent d'une note permettant d'informer sur l'impact environnemental -pas seulement climatique donc- sur les produits alimentaires. Essentiel pour 86 % des Français

Pour 86 % des Français, ce score environnemental est jugé essentiel, indiquait jeudi un sondage BVA pour le collectif En Vérité. Les acteurs de l'agroalimentaire n'y seraient pas tous opposés également, bien au contraire. Ce collectif « En vérité » réunit d'ailleurs 60 marques qui militent pour plus de transparence dans leurs secteurs. « Evaluer la valeur environnementale d'un produit est quasi-mission impossible aujourd'hui, regrette

Sébastien Loctin, son fondateur. On est confronté soit à un manque d'informations, soit aux belles histoires marketing des marques, soit à une profusion de labels (plus de 400 à ce jour). Ce flou ne permet pas aux marques qui font bien les choses d'être récompensées de leurs efforts. »

Reste à mettre en place ce score environnemental. Des expérimentations ont d'ores et déjà été lancées. Vous avez ainsi peut-être déjà croisé en rayon l'« Eco-score » créé en janvier 2021 par neuf acteurs de l'alimentaire (Yuka, Marmiton, Foodcherie, Season...). Ou le « Planet-Score », qui verra le jour un peu plus tard et créé par l'Institut de l'agriculture et de l'alimentation biologiques (Itab).

Ces deux affichages, testés aujourd'hui sur plusieurs milliers de références, ont des similitudes. Celle, par exemple, de restituer le score environnemental sur une note qui va du A sur fond vert au E sur fond rouge, comme le nutriscore. Un autre point commun : Agribalyse, une base de données publique élaborée par l'Ademe et qui mesure l'impact environnemental de milliers de produits alimentaires, en raisonnant en termes d'Analyse de cycle de vie (ACV). En clair : les impacts environnementaux à toutes les étapes de la vie du produit, de la fourche à la fourchette, sont pris en compte. C'est le point de départ des deux affichages que chacun complète ensuite à sa façon, en ajoutant d'autres critères dans le calcul de la note globale.

Trouver l'affichage officiel

Mais imaginez la pagaille si plusieurs méthodes coexistent. Tout l'enjeu est d'aboutir à un affichage officiel qui mette tout le monde d'accord, tant sur la méthode de calcul que sur la façon de restituer clairement les résultats aux consommateurs. C'est tout le travail engagé par l'État, avec cet objectif qu'il soit mis en place d'ici la fin de cette année. « Cela nécessite qu'une première proposition soit mise sur la table dans les prochains mois pour qu'elle soit discutée, critiquée par tous les acteurs concernés », précise Pascal Dagrassat, qui travaille sur ce dossier au ministère de la Transition écologique.

La tâche n'est pas simple. Cette étude BVA l'atteste en ayant cherché à mieux cerner les attentes des Français, en les testant avec le Planet-Score. Cet affichage a la particularité non seulement de restituer la note globale (de A à E donc), mais ajoute, en dessous, l'évaluation du produit dans trois sous-catégories : la biodiversité, les pesticides et le climat (impact carbone). Plus une information, dans le coin droit, sur le mode d'élevage. Plutôt bien vu ? L'étude BVA conclut en tout cas qu'un « affichage commencera à être véritablement intéressant à partir du moment où ils s'appuient sur des indicateurs concrets et précis », retient Régis Olagne, directeur de clientèle à BVA qui a supervisé l'étude. Le premier plébiscité par les Français est la non-utilisation de pesticides, citée par 39 % des sondés. Suivent un mode d'élevage respectueux (25 %), puis la préservation de la biodiversité (12 %), du climat (13 %) et des ressources (12 %).

@planetscore - @planetscore

« S'appuyer sur des indicateurs concrets » au risque de trop simplifier les enjeux ?

« Mais quand on interroge sur ces trois derniers indicateurs, on se rend compte que la part de ceux capables de détailler les engagements concrets qu'ils attendent derrière est relativement faible, reprend Régis Olagne. Et les réponses données se recourent d'un indicateur à l'autre, signe qu'ils ne sont peut-être pas assez spécifiques. » C'est nettement moins le cas pour la non-utilisation des pesticides et le mode d'élevage qui semblent bien plus parler aux sondés. « Il y a plus de sondés en capacité de détailler ces deux indicateurs et les réponses qu'ils donnent sont plus spécifiques au sujet », reprend Régis Olagne.

C'est toute la recommandation qu'adresse alors En Vérité à l'État : que le futur affichage environnemental réponde bien à l'inspiration d'une information claire sur les critères qui tiennent le plus à cœur aux Français », appelle le collectif dans un communiqué. L'utilisation de pesticides et le mode d'élevage donc, mais aussi l'origine, ajoute le

collectif, l'étude ayant montré qu'il s'agit d'un autre critère important guidant le choix des Français dans leur consommation.

Gare toutefois à ne pas trop simplifier les enjeux ? « L'utilisation ou non de pesticides, le mode d'élevage ou l'origine donnent des informations sur comment ont été fabriqués les produits, rappelle Pascal Degras. Mais intégrer les impacts qu'ils ont sur la biodiversité, le climat ou les ressources tout au long de leur vie [lors de leur transport par exemple] est tout aussi essentiel. » Pas question donc d'en choisir un et pas l'autre. « Ce n'est pas simple, bien évidemment, reconnaît Pascal Degras. Toute la question est de savoir comment on articule, dans la méthodologie, ces deux niveaux d'enjeux : comment on produit et comment on impacte. » La réflexion se poursuit.



Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ?

Boris IVANOFF

Le collectif d'industriels « En Vérité » a présenté jeudi matin son projet d'étiquetage environnemental à des représentants du ministère de la Transition écologique. À l'instar du Nutri-Score, l'idée est d'indiquer aux consommateurs sous une lettre l'origine du produit, le bien-être animal et la teneur en pesticides. Des industriels se disent prêts à suivre.

« Les Français ont le droit de savoir ce qu'ils mangent. Obligez-nous à dire la vérité ! » Un slogan qui a le mérite d'être clair. Le collectif d'industriels de l'agroalimentaire « En Vérité » milite depuis plus d'un an pour un étiquetage environnemental. Ce jeudi, ils ont présenté leur projet à des représentants du ministère de la Transition écologique. L'idée est simple : il s'agit d'indiquer aux consommateurs, sous forme de lettres (« A », « B », « C », « D » ou « E ») la qualité environnementale des produits ainsi étiquetés.

Origine géographique, bien-être animal et teneur en pesticides

Trois critères seraient alors pris en compte dans cette évaluation : l'origine géographique du produit, le niveau de respect du bien-être animal dans son processus de fabrication et sa teneur en pesticides. Un étiquetage conçu sur le modèle du Nutri-Score qui existe depuis 2017 et qui permet aux consommateurs d'avoir une idée précise et en un seul coup d'œil de la valeur nutritive de ce qu'ils achètent.

Le collectif « En Vérité » est aujourd'hui fort d'une soixantaine d'industriels de l'agroalimentaire qui se disent prêts à lui suivre dans ce projet. Candia, Yoplait (produits laitiers) et Daucy (conserves de légumes) font partie de ceux-là.

Tweet

« Finalement, il ne manque qu'un cadre réglementaire à cet étiquetage environnemental. Les consommateurs sont demandeurs et les industriels aussi. Mais il faut que le gouvernement se saisisse du projet et nous propose un cadre d'évaluation et de notification. Parce qu'il est bien évident que cela ne peut pas venir des industriels eux-mêmes », explique David Garbous, membre du collectif « En Vérité ».

Bonne idée, mais rien de concret pour l'instant

Du côté du ministère de la Transition écologique, l'idée semble avoir fait mouche. Mais aucun des représentants présents jeudi ne se risque à avancer un niveau d'évaluation à ce nouveau score et encore moins une date de mise en place.

D'autant plus que le Planet-Score, expérimenté depuis deux ans par 187 industriels sur des dizaines de milliers de produits du quotidien, n'a toujours pas livré ses résultats. Une évaluation qui ne prend cependant en compte que l'impact environnemental des produits et pas le bien-être animal.

Côté industriel, cet étiquetage serait perçu comme un levier pour renforcer la confiance dans les marques. « Le Nutri-Score a permis aux fabricants qui ont joué le jeu de renouer avec certains consommateurs. Même s'ils ne sont pas toujours très bien notés, ils savent que c'est un gage de transparence donné aux clients et qui est forcément bon pour les affaires », affirme David Garbous, par ailleurs ancien cadre chez Fleury-Michon.

Un score environnemental, qui au travers de l'indication géographique, pourrait également permettre de



réduire la consommation énergétique du produit et pas seulement son bilan carbone. « Notre objectif est d'aller à la source des problèmes : dans les champs, dans les fermes et dans les usines », conclut David Garbous. ■



Après le NutriScore, une majorité de Français réclame un score environnemental pour les produits alimentaires



Virginie Fauroux

Publié le 12 janvier 2023 à 20h02

Selon une étude BVA, pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait "essentiel". Cet indicateur devra permettre notamment d'évaluer l'utilisation de pesticides, le mode d'élevage et l'origine.

Bactéries dans des pizzas, salmonelles dans des œufs en chocolat, lait contaminé, abattoirs ne respectant pas les normes d'hygiène... Chaque année, des scandales alimentaires font la une de l'actualité, poussant les Français à la défiance. Résultat, plus de 70% d'entre eux ne font pas confiance aux pouvoirs publics, aux marques ou aux médias pour les informer sur l'offre alimentaire, préférant se rabattre sur l'avis de leurs commerçants de proximité (primeurs, bouchers, boulangers...), ou les associations de consommateurs, selon un sondage BVA, commandée par le collectif En Vérité.

Face à ce constat, cette association, qui réunit 60 marques alimentaires demandant la transparence sur les emballages, a voulu savoir ce que les Français souhaitaient vraiment savoir et voir, à même le packaging, concernant la valeur environnementale de leur alimentation. Et ce, alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un score environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat. Il en ressort que 86% d'entre eux estiment qu'un étiquetage de ce type "est essentiel".

Les Français souhaitent avant tout que cet indicateur réponde à des critères précis et discriminants tels que l'utilisation de pesticides. 91% d'entre eux indiquent ainsi qu'*"ils le consulteraient s'il existait"*. Pour 39%, ce serait même le critère le plus important pour évaluer l'impact environnemental d'un produit alimentaire. Par ailleurs, un quart des Français place le mode d'élevage en tête de ses critères de choix pour un produit alimentaire, et 90% s'y référeraient s'il était clairement affiché. Ils sont aussi très attentifs à l'origine des produits : 80% évaluent ce critère quand il est disponible. Or ce critère est aujourd'hui absent des affichages environnementaux déjà adoptés par certaines

marques. Les indicateurs sur la préservation de la biodiversité (12%), des ressources (12%) et du climat (13%) sont quant à eux jugés prioritaires par seulement un Français sur dix.

90% des Français reconnaissent également que l'offre alimentaire n'est pas adaptée aux enjeux de climat et de biodiversité. Une frustration qui repose aussi sur la perception de l'information qui l'accompagne. Jugée crédible par moins de 2 personnes sur 10, difficile à comprendre (78%), difficile à trouver (80%) ; elle ne facilite pas le choix des produits alimentaires. Et d'ailleurs, sur quoi se basent les Français aujourd'hui pour évaluer l'impact environnemental ? Sur des informations qui ne lui sont qu'indirectement reliées, mais qui sont disponibles (et parfois en pagaille) : liste des ingrédients (82%), origine (80%), mentions "sans" sur les emballages (78%), Yuka (33%).

L'information environnementale doit donc encore convaincre, en particulier, les Français qui n'organisent pas encore leurs achats en fonction de leurs convictions. En priorité, les "consom'acteurs", sensibles aux enjeux environnementaux, qui ne savent pas comment agir, mais souhaitent le faire (54%). Mais aussi les "indifférents" (16%) pour qui ces enjeux ne sont pas prioritaires, souligne encore l'étude BVA.



Alimentaire : l'idée d'un « planet-score » fait son chemin, 86 % des Français le jugent « essentiel »

En tête des engagements concrets attendus par les consommateurs, la non-utilisation des pesticides et un élevage respectueux.

© Crédit photo : Illustration AFP

Powered by Audion

Ecouter cet article

Alimentaire : l'idée d'un « planet-score » fait son chemin, 86 % des Français le jugent « essentiel »

À la manière du « nutri-score » qui figure sur les emballages des produits alimentaires, un sondage révèle les attentes autour d'un étiquetage environnemental. La loi Climat et résilience d'août 2021 doit le rendre obligatoire sur certains types de produits

Pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel », indique jeudi une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat.

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum.

À un échantillon représentatif de la population française de 1 000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un « Planet-Score » afin de mesurer la pertinence de celui-ci. Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologique s (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides.

« Concluant »

Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Interrogés sur les « engagements concrets attendus » des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42 % la non-utilisation des pesticides, à 42 % également un mode d'élevage respectueux, à 32 % la préservation du climat, 30 % la préservation de la biodiversité et 27 % la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est « concluant » pour Régis Olagne de BVA : « simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix », les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste. Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont.



<https://media.sudouest.fr/13649333/1200x-1/e4b93ad-592535043-000-8vv34x.jpg>



<https://media.sudouest.fr/13649333/1000x500/e4b93ad-592535043-000-8vv34x.jpg?v=1673538062>

■



Alimentation : un score environnemental plébiscité par les Français

Alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat, une étude BVA commandée par le collectif En Vérité (qui regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont) indique que, pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait

« essentiel ». Interrogés sur les « engagements concrets » des marques, les consommateurs ont répondu à 42 % la non-utilisation des pesticides, à 42 % également un mode d'élevage respectueux, à 32 % la préservation du climat, 30 % la préservation de la biodiversité et 27 % la préservation des ressources, selon l'étude de BVA. ■



Pesticides et affichage environnemental, quelle attente ?

Les débats que posent le futur affichage environnemental remettent sur le devant de la scène l'une des inquiétudes majeures des consommateurs concernant la production de leurs aliments : les pesticides. Un sondage publié le 12 janvier vient le rappeler.



Au micro, Sébastien Locfin, président du collectif En vérité.

Lors de ses vœux à la presse

pour 2023, le 11 janvier, entre d'autres sujets plus conjoncturel, la présidente de la FNSEA, Christiane Lambert, a pris le temps d'exprimer ses inquiétudes quant aux **polémiques récurrentes sur les pesticides**

dans l'opinion publique. La présentation d'un sondage BVA dans les locaux de l'Assemblée nationale, dès le lendemain, n'a pas du la rassurer sur ce point.

Cette enquête

est une commande du collectif

En vérité

, qui fait de la transparence autour des produits alimentaires son cheval de bataille. Les marques alimentaires veulent sonder le consommateur

La particularité...

La suite est réservée aux abonnés. Déjà abonné ? [Se connecter](#) Une information stratégique

Toute l'actualité des acteurs de la vente et du conseil, des débouchés et des filières. Pour tous les métiers

Direction, achat, vente, communication, environnement, juridique...Référence agro a l'information qu'il vous faut.

De l'expertise

Les dernières avancées scientifiques, la politique agroenvironnementale et l'évolution du cadre réglementaire.

Le magazine Culture Agri

Chaque trimestre, l'analyse et le décryptage des enjeux agricoles et des attentes sociétales pour une planète plus durable.

[Autres articles du fil](#)



Alimentation Pour 86 % des Français, un score environnemental serait « essentiel

»

AFP

|

12 janvier 2023 à 17:09

Pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel », indique jeudi une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat.

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un **étiquetage environnemental** obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum.

A un échantillon représentatif de la population française de 1 000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un « Planet-Score » afin de mesurer la pertinence de celui-ci.

Le **Planet-Score**, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides. Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Interrogés sur les « engagements concrets attendus » des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42 % la non-utilisation des pesticides, à 42 % également un mode d'élevage respectueux, à 32 % la préservation du climat, 30 % la préservation de la biodiversité et 27 % la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est « concluant » pour Régis Olagne de BVA : « simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix », les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste.

Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont.



Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ?

Boris IVANOFF

Le collectif d'industriels « En Vérité » a présenté jeudi matin son projet d'étiquetage environnemental à des représentants du ministère de la Transition écologique. À l'instar du Nutri-Score, l'idée est d'indiquer aux consommateurs sous une lettre l'origine du produit, le bien-être animal et la teneur en pesticides. Des industriels se disent prêts à suivre.

« Les Français ont le droit de savoir ce qu'ils mangent. Obligez-nous à dire la vérité ! » Un slogan qui a le mérite d'être clair. Le collectif d'industriels de l'agroalimentaire « En Vérité » milite depuis plus d'un an pour un étiquetage environnemental. Ce jeudi, ils ont présenté leur projet à des représentants du ministère de la Transition écologique. L'idée est simple : il s'agit d'indiquer aux consommateurs, sous forme de lettres (« A », « B », « C », « D » ou « E ») la qualité environnementale des produits ainsi étiquetés.

Origine géographique, bien-être animal et teneur en pesticides

Trois critères seraient alors pris en compte dans cette évaluation : l'origine géographique du produit, le niveau de respect du bien-être animal dans son processus de fabrication et sa teneur en pesticides. Un étiquetage conçu sur le modèle du Nutri-Score qui existe depuis 2017 et qui permet aux consommateurs d'avoir une idée précise et en un seul coup d'œil de la valeur nutritive de ce qu'ils achètent.

Le collectif « En Vérité » est aujourd'hui fort d'une soixantaine d'industriels de l'agroalimentaire qui se disent prêts à lui suivre dans ce projet. Candia, Yoplait (produits laitiers) et Daucy (conserves de légumes) font partie de ceux-là.

Tweet

« Finalement, il ne manque qu'un cadre réglementaire à cet étiquetage environnemental. Les consommateurs sont demandeurs et les industriels aussi. Mais il faut que le gouvernement se saisisse du projet et nous propose un cadre d'évaluation et de notification. Parce qu'il est bien évident que cela ne peut pas venir des industriels eux-mêmes », explique David Garbous, membre du collectif « En Vérité ».

Bonne idée, mais rien de concret pour l'instant

Du côté du ministère de la Transition écologique, l'idée semble avoir fait mouche. Mais aucun des représentants présents jeudi ne se risque à avancer un niveau d'évaluation à ce nouveau score et encore moins une date de mise en place.

D'autant plus que le Planet-Score, expérimenté depuis deux ans par 187 industriels sur des dizaines de milliers de produits du quotidien, n'a toujours pas livré ses résultats. Une évaluation qui ne prend cependant en compte que l'impact environnemental des produits et pas le bien-être animal.

Côté industriel, cet étiquetage serait perçu comme un levier pour renforcer la confiance dans les marques. « Le Nutri-Score a permis aux fabricants qui ont joué le jeu de renouer avec certains consommateurs. Même s'ils ne sont pas toujours très bien notés, ils savent que c'est un gage de transparence donné aux clients et qui est forcément bon pour les affaires », affirme David Garbous, par ailleurs ancien cadre chez Fleury-Michon.

Un score environnemental, qui au travers de l'indication géographique, pourrait également permettre de



réduire la consommation énergétique du produit et pas seulement son bilan carbone. « Notre objectif est d'aller à la source des problèmes : dans les champs, dans les fermes et dans les usines », conclut David Garbous. ■



Un score environnemental sur les produits alimentaires ? 86 % des Français y sont favorables



Un rayon de supermarché à Paris, le 10 janvier 2023. (RICCARDO MILANI / Hans Lucas via AFP)

Pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « *essentiel* », indique ce jeudi 12 janvier une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat.

La malbouffe rend-elle aussi accro que la cigarette ?

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum.

La suite après la publicité

A un échantillon représentatif de la population française de 1 000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un « Planet-Score » afin de mesurer la pertinence de celui-ci.

« Comprendre et faciliter le choix »

Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides. Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Manger mieux tout en respectant vraiment la planète : voici les solutions

Interrogés sur les « *engagements concrets attendus* » des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42 % la non-utilisation des pesticides, à 42 % également un mode d'élevage respectueux, à 32 % la préservation du climat, 30 % la préservation de la biodiversité et 27 % la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est « *concluant* » pour Régis Olgne de BVA : « *simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix* », les consommateurs réorientant leurs

choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste. Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont.



Alimentaire: pour 86% des Français, un score environnemental serait "essentiel"

Notre temps

Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait "essentiel", indique jeudi une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, alors que le gouvernem...

Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait "essentiel", indique jeudi une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat.

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum.

A un échantillon représentatif de la population française de 1.000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un "Planet-Score" afin de mesurer la pertinence de celui-ci.

Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides.

Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Interrogés sur les "engagements concrets attendus" des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42% la non-utilisation des pesticides, à 42% également un mode d'élevage respectueux, à 32% la préservation du climat, 30% la préservation de la biodiversité et 27% la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est "concluant" pour Régis Olgne de BVA : "simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix", les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste.

Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont.

Alimentaire : plébiscite pour un planet-score

Pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel », indique hier une étude BVA commandée par le collectif En Vérité. Cette large majorité semble conforter le gouvernement qui a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat. La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum. À un échantillon représentatif de la population française de 1 000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un « Planet-Score » afin de mesurer la pertinence de celui-ci. Pesticides et bien-être animal Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides.

Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Interrogés sur les « engagements concrets attendus » des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42 % la non-utilisation des pesticides, à 42 % également un mode d'élevage respectueux, à 32 % la préservation du climat, 30 % la préservation de la biodiversité et 27 % la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est « concluant » pour Régis Olgne de BVA : « simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix », les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste. Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont. ■

Alimentaire : plébiscite pour un planet-score

Pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel », indique hier une étude BVA commandée par le collectif En Vérité. Cette large majorité semble conforter le gouvernement qui a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat.

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum.

À un échantillon représentatif de la population française de 1 000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un « Planet-Score » afin de mesurer la pertinence de celui-ci.

Pesticides et bien-être animal
Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides.

Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Interrogés sur les « engagements concrets attendus » des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42 % la non-utilisation des pesticides, à 42 % également un mode d'élevage respectueux, à 32 % la préservation du climat, 30 % la préservation de la biodiversité et 27 % la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est « concluant » pour Régis Olgne de BVA : « simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix », les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste.

Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont. ■



Affichage environnemental : une majorité de Français veut savoir si des pesticides sont présents dans les produits qu'ils achètent

Qui peut encore trouver souhaitable pour l'environnement – et pour la santé – de consommer des produits dans lesquels se trouvent des résidus de pesticides ? N'en déplaît aux ardents défenseurs de l'agriculture intensive, première consommatrice de pesticides de synthèse, ce ne sont ni les Françaises, ni les Français. Selon une étude de l'institut BVA – menée pour le collectif En Vérité, un peu plus de 9 Français sur 10 (91%) consulteraient un indicateur permettant d'évaluer l'utilisation de pesticides, s'il existait.

L'étude, visant à mesurer les attentes des Français concernant un score environnemental sur les produits alimentaires, montre même que pour plus d'un tiers d'entre eux (39%), les renseignements sur l'évaluation de la présence de pesticides, serait même le critère le plus important pour évaluer l'impact environnemental d'un produit alimentaire. Il faut d'ailleurs savoir que pour 90% des Français.es l'offre alimentaire n'est pas adaptée aux enjeux environnementaux, ni même de santé (80%).

Le mode d'élevage avant la préservation de la biodiversité

Non loin des pesticides, figure le mode d'élevage. En effet, 9 Français sur 10 s'y référeraient s'il était clairement affiché sur les produits. Et un quart des Français le placerait en tête de ses critères de choix dans le cadre d'un achat alimentaire, et 90%. De plus, les consommateurs sont aussi très attentifs à l'origine des produits : 80% évaluent ce critère quand il est disponible. Or ce critère est aujourd'hui absent des affichages environnementaux déjà adoptés par certaines marques.

Quant aux indicateurs sur la préservation de la biodiversité (12%), des ressources (12%) et du climat (13%), ils sont jugés prioritaires par seulement un Français sur dix. Les Français confrontés à des produits affichant ces critères dans le cadre de l'étude le confirment : ce sont les indicateurs recouvrant pour eux une réalité précise (utilisation de pesticides, mode d'élevage, origine) qui recueillent l'adhésion et orientent l'achat, plutôt que les indicateurs recouvrant des concepts ou notions plus larges (climat, biodiversité, ressources).

Vous avez aimé cet article ? Partagez-le sur les réseaux.

François Deschamps

Rédacteur en chef de Plan Bio

A découvrir sur le même thème

Le marché bio pourrait ne pas renouer avec la croissance avant 2024

Publié le 15 décembre 2022

Crise du pouvoir d'achat, perte de repères des consommateurs face à la multiplication des labels alternatifs, incertitudes sur le soutien des pouvoirs publics à la filière biologique... les raisons qui expliquent le retournement du marché bio pourraient bien continuer à impacter le secteur l'année prochaine encore, si bien qu'un retour à une croissance des ventes [...]

Les Français prévoient d'allouer un tiers de leur budget de Noël à l'alimentation

Publié le 8 décembre 2022

Temps fort pour le commerce en général, la période des fêtes de fin d'année, et plus spécialement de Noël sera cette année emprunte d'une inflation galopante tant sur les prix de l'énergie que sur ceux de l'alimentation. Dans ce contexte, un peu plus de 6 Français sur 10 (64%) entendent allouer le même budget qu'en [...]

En GSA, les marques durables ne sont pas encore légion

Publié le 23 novembre 2022

Nutri-score, Eco-score, MSC, Fair Trade, Max Havelaar, agriculture biologique, IGP, AOP, PME+... Ces dernières années les labels, scores, et autres signes de durabilité ont fleuri sur les packagings des produits qu'achètent les Français, dont la sensibilité à l'impact de leur consommation n'a probablement jamais été si élevée eut égard, notamment, aux enjeux sanitaires, mais aussi [...]

Également challengé dans l'univers du vin par d'autres labels, le bio garde la cote

Publié le 18 novembre 2022

A l'heure où le bio fait face à une multiplication de labels, mentions et autres allégations dans le domaine de l'alimentaire, ce qui tendrait à créer une forme de dilution tout en générant de la confusion dans l'esprit des consommateurs, dans l'univers du vin, il continue de se démarquer tout en étant gage de sérieux [...]

La cosmétique résiste bien à la morosité du marché bio

Publié le 17 octobre 2022

A contre-courant dans un marché bio plutôt en proie à la morosité, les cosmétiques biologiques continuent de séduire les Françaises et les Français. « Il y a une très bonne résistance de la cosmétique biologique », affirme Romain Ruth, président du label Cosmébio, le label majoritaire de la cosmétique bio qui regroupe 730 marques et plus de [...]

Abonnez-vous,

Profitez de 30 jours d'essai offerts, sans engagement



Alimentaire: pour 86% des Français, un score environnemental serait "essentiel"

12/01/2023

Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait "essentiel", indique jeudi une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat.

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum.

A un échantillon représentatif de la population française de 1.000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un "Planet-Score" afin de mesurer la pertinence de celui-ci.

Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides.

Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Interrogés sur les "engagements concrets attendus" des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42% la non-utilisation des pesticides, à 42% également un mode d'élevage respectueux, à 32% la préservation du climat, 30% la préservation de la biodiversité et 27% la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est "concluant" pour Régis Olagne de BVA : "simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix", les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste.

Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont.



Alimentation : un collectif d'industriels plaide pour clarifier l'affichage environnemental



86 % des Français sont favorables à un score environnemental, selon BVA, quel que soit leur niveau de vie. (Pascal SITTLER/REA)

Publié le 12 janv. 2023 à 18:16 Mis à jour le 12 janv. 2023 à 18:24

Comment s'y retrouver dans la foison de labels de produits alimentaires ? De quoi sont composés les aliments ? La liste d'ingrédients sur les emballages est-elle suffisante, et des applications comme Yuka permettent-elles de s'y retrouver ? C'est à toutes ces préoccupations que devra répondre le futur affichage environnemental en cours d'élaboration. Un vrai défi, alors que les consommateurs ont peu à peu perdu confiance dans ce qu'ils mangent et que le bio est en crise.

Le gouvernement travaille sur ce dossier dans le cadre de la loi « Climat et Résilience », avec l'appui d'un conseil scientifique. Une phase d'expérimentation de cinq ans est prévue, mais d'ici la fin 2023, il devra proposer un modèle d'étiquetage avec des indicateurs pour aider les consommateurs à faire leur choix.

Plus de transparence

Les marques alimentaires, premières concernées, ne veulent pas être absentes du débat. Soixante d'entre elles se sont regroupées au sein du collectif « En Vérité » pour apporter leur pierre à la réflexion. Des grandes, comme Yoplait, D'Aucy ou Connetable et des petites comme Juste Pressée ou les Compagnons du Miel.

« Aujourd'hui, c'est mission impossible, assène **Sébastien Loctin**, son fondateur à la tête de Biofuture (huiles et condiments bio). Soit, on n'a pas les informations, soit elles sont noyées sous un discours marketing. Cette confusion ne fait le jeu de personne. Pourquoi faire mieux si on ne peut pas valoriser nos efforts ». Aller vers plus de transparence sur les emballages, en donnant une information juste, c'est ce que demande ce collectif au législateur.

Et pour savoir ce que veulent les Français dans ce domaine, il a demandé à BVA une étude sur leurs attentes. Résultat, 86 % des sondés sont favorables à un score environnemental. « Cela montre que ce n'est pas un sujet urbain ou de CSP +, remarque **David Garbous** du Collectif. Malgré l'inflation, et la tension sur le pouvoir

d'achat, toutes les couches de la population s'y intéressent ». Concernant les critères, évaluer la teneur en pesticides est le premier retenu par les Français (91 %). Viennent ensuite l'origine du produit (80 %), et le mode d'élevage respectueux ou pas (90 %).

En revanche, souligne BVA, les indicateurs sur la biodiversité, les ressources et le climat ne sont pas jugés prioritaires. « Les Français veulent des informations précises, et qui leur parlent, comme les pesticides, ou le bien-être animal qui peuvent aider à changer leur comportement, poursuit **David Garbous** du Collectif, et pas et pas de notions plus large comme la biodiversité, qui apparaissent trop complexe ».

Prendre son temps

Les marques, elles, souhaitent que figurent en plus les qualités nutritionnelles du produit, et le nombre d'additifs. Les tests menés sur le terrain, en s'inspirant du Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques, avec des notes de A à E, ont « montré que les consommateurs s'orientent plus facilement vers les produits selon leur impact environnemental. Ils arbitrent ensuite selon le prix », note BVA.

« Cette étude est un élément de plus dans le débat public », a fait valoir le ministère de la transition écologique. Mais selon ces conseillers, ce futur affichage ne pourra pas gommer l'impact environnemental (climat, biodiversité). De plus contrairement aux souhaits des entreprises qui estiment « qu'on ne peut pas comparer des carottes et un steak haché », cet étiquetage devra permettre de faire des comparaisons au sein d'une catégorie de produits, mais aussi entre les secteurs eux-mêmes .

Pour l'instant, la démarche devrait se faire sur la base du volontariat, comme le Nutriscore. Alors que le décret est en cours d'élaboration, et que la consultation se poursuit, le député Sylvain Barrière a appelé mercredi « à ne rien précipiter pour trouver la bonne solution ».



Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ?

Boris IVANOFF

Le collectif d'industriels « En Vérité » a présenté jeudi matin son projet d'étiquetage environnemental à des représentants du ministère de la Transition écologique. À l'instar du Nutri-Score, l'idée est d'indiquer aux consommateurs sous une lettre l'origine du produit, le bien-être animal et la teneur en pesticides. Des industriels se disent prêts à suivre.

« Les Français ont le droit de savoir ce qu'ils mangent. Obligez-nous à dire la vérité ! » Un slogan qui a le mérite d'être clair. Le collectif d'industriels de l'agroalimentaire « En Vérité » milite depuis plus d'un an pour un étiquetage environnemental. Ce jeudi, ils ont présenté leur projet à des représentants du ministère de la Transition écologique. L'idée est simple : il s'agit d'indiquer aux consommateurs, sous forme de lettres (« A », « B », « C », « D » ou « E ») la qualité environnementale des produits ainsi étiquetés.

Origine géographique, bien-être animal et teneur en pesticides

Trois critères seraient alors pris en compte dans cette évaluation : l'origine géographique du produit, le niveau de respect du bien-être animal dans son processus de fabrication et sa teneur en pesticides. Un étiquetage conçu sur le modèle du Nutri-Score qui existe depuis 2017 et qui permet aux consommateurs d'avoir une idée précise et en un seul coup d'œil de la valeur nutritive de ce qu'ils achètent.

Le collectif « En Vérité » est aujourd'hui fort d'une soixantaine d'industriels de l'agroalimentaire qui se disent prêts à lui suivre dans ce projet. Candia, Yoplait (produits laitiers) et Daucy (conserves de légumes) font partie de ceux-là.

Tweet

« Finalement, il ne manque qu'un cadre réglementaire à cet étiquetage environnemental. Les consommateurs sont demandeurs et les industriels aussi. Mais il faut que le gouvernement se saisisse du projet et nous propose un cadre d'évaluation et de notification. Parce qu'il est bien évident que cela ne peut pas venir des industriels eux-mêmes », explique David Garbous, membre du collectif « En Vérité ».

Bonne idée, mais rien de concret pour l'instant

Du côté du ministère de la Transition écologique, l'idée semble avoir fait mouche. Mais aucun des représentants présents jeudi ne se risque à avancer un niveau d'évaluation à ce nouveau score et encore moins une date de mise en place.

D'autant plus que le Planet-Score, expérimenté depuis deux ans par 187 industriels sur des dizaines de milliers de produits du quotidien, n'a toujours pas livré ses résultats. Une évaluation qui ne prend cependant en compte que l'impact environnemental des produits et pas le bien-être animal.

Côté industriel, cet étiquetage serait perçu comme un levier pour renforcer la confiance dans les marques. « Le Nutri-Score a permis aux fabricants qui ont joué le jeu de renouer avec certains consommateurs. Même s'ils ne sont pas toujours très bien notés, ils savent que c'est un gage de transparence donné aux clients et qui est forcément bon pour les affaires », affirme David Garbous, par ailleurs ancien cadre chez Fleury-Michon.

Un score environnemental, qui au travers de l'indication géographique, pourrait également permettre de



réduire la consommation énergétique du produit et pas seulement son bilan carbone. « Notre objectif est d'aller à la source des problèmes : dans les champs, dans les fermes et dans les usines », conclut David Garbous. ■



Alimentation : un score environnemental plébiscité par les Français, selon une étude

Pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel », indique ce jeudi une étude BVA commandée par le collectif En Vérité.

Alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat, une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, indique que, pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel ».

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum. À un échantillon représentatif de la population française de 1 000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un « Planet-Score » afin de mesurer la pertinence de celui-ci.

Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides. Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

42 % des sondés pour la non-utilisation des pesticides

Interrogés sur les « engagements concrets attendus » des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42 % la non-utilisation des pesticides, à 42 % également un mode d'élevage respectueux, à 32 % la préservation du climat, 30 % la préservation de la biodiversité et 27 % la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est « concluant » pour Régis Olagne de BVA : « simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix », les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste.

Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont.



https://www.letelegramme.fr/images/2023/01/12/alimentation-un-score-environnemental-plebiscite-par-les-fra_7187155_1000x526.jpg?v=1



<https://www.letelegramme>



fr/images/2023/01/12/alimentation-un-score-environnemental-plebiscite-par-les-fra_7187155_676x454p. jpg?v=1





Alimentaire : pour 86% des Français, un score environnemental serait «essentiel»

Le gouvernement souhaite, qui plus est, proposer un étiquetage environnemental d'ici fin 2023. La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits. [smile / stock.adobe.com](#)

Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel », indique jeudi une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat. La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum.

À un échantillon représentatif de la population française de 1000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un « Planet-Score » afin de mesurer la pertinence de celui-ci. Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides. Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, [peut-on lire sur son site](#).

Interrogés sur les « engagements concrets attendus » des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42% la non-utilisation des pesticides, à 42% également un mode d'élevage respectueux, à 32% la préservation du climat, 30% la préservation de la biodiversité et 27% la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est « concluant » pour Régis Olagne de BVA : « simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix », les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste. Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont.



Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ?

Boris IVANOFF

Le collectif d'industriels « En Vérité » a présenté jeudi matin son projet d'étiquetage environnemental à des représentants du ministère de la Transition écologique. À l'instar du Nutri-Score, l'idée est d'indiquer aux consommateurs sous une lettre l'origine du produit, le bien-être animal et la teneur en pesticides. Des industriels se disent prêts à suivre.

« Les Français ont le droit de savoir ce qu'ils mangent. Obligez-nous à dire la vérité ! » Un slogan qui a le mérite d'être clair. Le collectif d'industriels de l'agroalimentaire « En Vérité » milite depuis plus d'un an pour un étiquetage environnemental. Ce jeudi, ils ont présenté leur projet à des représentants du ministère de la Transition écologique. L'idée est simple : il s'agit d'indiquer aux consommateurs, sous forme de lettres (« A », « B », « C », « D » ou « E ») la qualité environnementale des produits ainsi étiquetés.

Origine géographique, bien-être animal et teneur en pesticides

Trois critères seraient alors pris en compte dans cette évaluation : l'origine géographique du produit, le niveau de respect du bien-être animal dans son processus de fabrication et sa teneur en pesticides. Un étiquetage conçu sur le modèle du Nutri-Score qui existe depuis 2017 et qui permet aux consommateurs d'avoir une idée précise et en un seul coup d'œil de la valeur nutritive de ce qu'ils achètent.

Le collectif « En Vérité » est aujourd'hui fort d'une soixantaine d'industriels de l'agroalimentaire qui se disent prêts à lui suivre dans ce projet. Candia, Yoplait (produits laitiers) et Daucy (conserves de légumes) font partie de ceux-là.

Tweet

« Finalement, il ne manque qu'un cadre réglementaire à cet étiquetage environnemental. Les consommateurs sont demandeurs et les industriels aussi. Mais il faut que le gouvernement se saisisse du projet et nous propose un cadre d'évaluation et de notification. Parce qu'il est bien évident que cela ne peut pas venir des industriels eux-mêmes », explique David Garbous, membre du collectif « En Vérité ».

Bonne idée, mais rien de concret pour l'instant

Du côté du ministère de la Transition écologique, l'idée semble avoir fait mouche. Mais aucun des représentants présents jeudi ne se risque à avancer un niveau d'évaluation à ce nouveau score et encore moins une date de mise en place.

D'autant plus que le Planet-Score, expérimenté depuis deux ans par 187 industriels sur des dizaines de milliers de produits du quotidien, n'a toujours pas livré ses résultats. Une évaluation qui ne prend cependant en compte que l'impact environnemental des produits et pas le bien-être animal.

Côté industriel, cet étiquetage serait perçu comme un levier pour renforcer la confiance dans les marques. « Le Nutri-Score a permis aux fabricants qui ont joué le jeu de renouer avec certains consommateurs. Même s'ils ne sont pas toujours très bien notés, ils savent que c'est un gage de transparence donné aux clients et qui est forcément bon pour les affaires », affirme David Garbous, par ailleurs ancien cadre chez Fleury-Michon.

Un score environnemental, qui au travers de l'indication géographique, pourrait également permettre de



réduire la consommation énergétique du produit et pas seulement son bilan carbone. « Notre objectif est d'aller à la source des problèmes : dans les champs, dans les fermes et dans les usines », conclut David Garbous. ■



Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ?

Boris IVANOFF

Le collectif d'industriels « En Vérité » a présenté jeudi matin son projet d'étiquetage environnemental à des représentants du ministère de la Transition écologique. À l'instar du Nutri-Score, l'idée est d'indiquer aux consommateurs sous une lettre l'origine du produit, le bien-être animal et la teneur en pesticides. Des industriels se disent prêts à suivre.

« Les Français ont le droit de savoir ce qu'ils mangent. Obligez-nous à dire la vérité ! » Un slogan qui a le mérite d'être clair. Le collectif d'industriels de l'agroalimentaire « En Vérité » milite depuis plus d'un an pour un étiquetage environnemental. Ce jeudi, ils ont présenté leur projet à des représentants du ministère de la Transition écologique. L'idée est simple : il s'agit d'indiquer aux consommateurs, sous forme de lettres (« A », « B », « C », « D » ou « E ») la qualité environnementale des produits ainsi étiquetés.

Origine géographique, bien-être animal et teneur en pesticides

Trois critères seraient alors pris en compte dans cette évaluation : l'origine géographique du produit, le niveau de respect du bien-être animal dans son processus de fabrication et sa teneur en pesticides. Un étiquetage conçu sur le modèle du Nutri-Score qui existe depuis 2017 et qui permet aux consommateurs d'avoir une idée précise et en un seul coup d'œil de la valeur nutritive de ce qu'ils achètent.

Le collectif « En Vérité » est aujourd'hui fort d'une soixantaine d'industriels de l'agroalimentaire qui se disent prêts à lui suivre dans ce projet. Candia, Yoplait (produits laitiers) et Daucy (conserves de légumes) font partie de ceux-là.

Tweet

« Finalement, il ne manque qu'un cadre réglementaire à cet étiquetage environnemental. Les consommateurs sont demandeurs et les industriels aussi. Mais il faut que le gouvernement se saisisse du projet et nous propose un cadre d'évaluation et de notification. Parce qu'il est bien évident que cela ne peut pas venir des industriels eux-mêmes », explique David Garbous, membre du collectif « En Vérité ».

Bonne idée, mais rien de concret pour l'instant

Du côté du ministère de la Transition écologique, l'idée semble avoir fait mouche. Mais aucun des représentants présents jeudi ne se risque à avancer un niveau d'évaluation à ce nouveau score et encore moins une date de mise en place.

D'autant plus que le Planet-Score, expérimenté depuis deux ans par 187 industriels sur des dizaines de milliers de produits du quotidien, n'a toujours pas livré ses résultats. Une évaluation qui ne prend cependant en compte que l'impact environnemental des produits et pas le bien-être animal.

Côté industriel, cet étiquetage serait perçu comme un levier pour renforcer la confiance dans les marques. « Le Nutri-Score a permis aux fabricants qui ont joué le jeu de renouer avec certains consommateurs. Même s'ils ne sont pas toujours très bien notés, ils savent que c'est un gage de transparence donné aux clients et qui est forcément bon pour les affaires », affirme David Garbous, par ailleurs ancien cadre chez Fleury-Michon.

Un score environnemental, qui au travers de l'indication géographique, pourrait également permettre de



réduire la consommation énergétique du produit et pas seulement son bilan carbone. « Notre objectif est d'aller à la source des problèmes : dans les champs, dans les fermes et dans les usines », conclut David Garbous. ■



Alimentaire : pour 86 % des Français, un score environnemental serait « essentiel »

Par AFP

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum.

Pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel », indique jeudi une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat.

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum.

« Planet-Score »

À un échantillon représentatif de la population française de 1 000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un « Planet-Score » afin de mesurer la pertinence de celui-ci.

Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides.

Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Interrogés sur les « engagements concrets attendus » des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42 % la non-utilisation des pesticides, à 42 % également un mode d'élevage respectueux, à 32 % la préservation du climat, 30 % la préservation de la biodiversité et 27 % la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est « concluant » pour Régis Olgne de BVA : « simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix », les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste.

Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont. ■



Alimentaire : pour 86% des Français, un score environnemental serait "essentiel"

Par La Provence (avec AFP)

Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait "essentiel", indique jeudi une étude BVA commandée par le

collectif En Vérité, alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat. La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum.

A un échantillon représentatif de la population française de 1 000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un "Planet-Score" afin de mesurer la pertinence de celui-ci.

Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides.

Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Interrogés sur les "engagements concrets attendus" des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42% la non-utilisation des pesticides, à 42% également un mode d'élevage respectueux, à 32% la préservation du climat, 30% la préservation de la biodiversité et 27% la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est "concluant" pour Régis Olagne de BVA : "simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix", les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste.

Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont.



https://production-laprovence.twic.pics/v1/crop=884x496@6x0/cover=993x520/image:media/2020/03/06/1583487438_captureeeafezezezezefz.jpg

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum. Photo illustration LP ■



Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ?

Boris IVANOFF

Le collectif d'industriels « En Vérité » a présenté jeudi matin son projet d'étiquetage environnemental à des représentants du ministère de la Transition écologique. À l'instar du Nutri-Score, l'idée est d'indiquer aux consommateurs sous une lettre l'origine du produit, le bien-être animal et la teneur en pesticides. Des industriels se disent prêts à suivre.

« Les Français ont le droit de savoir ce qu'ils mangent. Obligez-nous à dire la vérité ! » Un slogan qui a le mérite d'être clair. Le collectif d'industriels de l'agroalimentaire « En Vérité » milite depuis plus d'un an pour un étiquetage environnemental. Ce jeudi, ils ont présenté leur projet à des représentants du ministère de la Transition écologique. L'idée est simple : il s'agit d'indiquer aux consommateurs, sous forme de lettres (« A », « B », « C », « D » ou « E ») la qualité environnementale des produits ainsi étiquetés.

Origine géographique, bien-être animal et teneur en pesticides

Trois critères seraient alors pris en compte dans cette évaluation : l'origine géographique du produit, le niveau de respect du bien-être animal dans son processus de fabrication et sa teneur en pesticides. Un étiquetage conçu sur le modèle du Nutri-Score qui existe depuis 2017 et qui permet aux consommateurs d'avoir une idée précise et en un seul coup d'œil de la valeur nutritive de ce qu'ils achètent.

Le collectif « En Vérité » est aujourd'hui fort d'une soixantaine d'industriels de l'agroalimentaire qui se disent prêts à lui suivre dans ce projet. Candia, Yoplait (produits laitiers) et Daucy (conserves de légumes) font partie de ceux-là.

Tweet

« Finalement, il ne manque qu'un cadre réglementaire à cet étiquetage environnemental. Les consommateurs sont demandeurs et les industriels aussi. Mais il faut que le gouvernement se saisisse du projet et nous propose un cadre d'évaluation et de notification. Parce qu'il est bien évident que cela ne peut pas venir des industriels eux-mêmes », explique David Garbous, membre du collectif « En Vérité ».

Bonne idée, mais rien de concret pour l'instant

Du côté du ministère de la Transition écologique, l'idée semble avoir fait mouche. Mais aucun des représentants présents jeudi ne se risque à avancer un niveau d'évaluation à ce nouveau score et encore moins une date de mise en place.

D'autant plus que le Planet-Score, expérimenté depuis deux ans par 187 industriels sur des dizaines de milliers de produits du quotidien, n'a toujours pas livré ses résultats. Une évaluation qui ne prend cependant en compte que l'impact environnemental des produits et pas le bien-être animal.

Côté industriel, cet étiquetage serait perçu comme un levier pour renforcer la confiance dans les marques. « Le Nutri-Score a permis aux fabricants qui ont joué le jeu de renouer avec certains consommateurs. Même s'ils ne sont pas toujours très bien notés, ils savent que c'est un gage de transparence donné aux clients et qui est forcément bon pour les affaires », affirme David Garbous, par ailleurs ancien cadre chez Fleury-Michon.

Un score environnemental, qui au travers de l'indication géographique, pourrait également permettre de



réduire la consommation énergétique du produit et pas seulement son bilan carbone. « Notre objectif est d'aller à la source des problèmes : dans les champs, dans les fermes et dans les usines », conclut David Garbous. ■



Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ?

Boris IVANOFF

Le collectif d'industriels « En Vérité » a présenté jeudi matin son projet d'étiquetage environnemental à des représentants du ministère de la Transition écologique. À l'instar du Nutri-Score, l'idée est d'indiquer aux consommateurs sous une lettre l'origine du produit, le bien-être animal et la teneur en pesticides. Des industriels se disent prêts à suivre.

« Les Français ont le droit de savoir ce qu'ils mangent. Obligez-nous à dire la vérité ! » Un slogan qui a le mérite d'être clair. Le collectif d'industriels de l'agroalimentaire « En Vérité » milite depuis plus d'un an pour un étiquetage environnemental. Ce jeudi, ils ont présenté leur projet à des représentants du ministère de la Transition écologique. L'idée est simple : il s'agit d'indiquer aux consommateurs, sous forme de lettres (« A », « B », « C », « D » ou « E ») la qualité environnementale des produits ainsi étiquetés.

Origine géographique, bien-être animal et teneur en pesticides

Trois critères seraient alors pris en compte dans cette évaluation : l'origine géographique du produit, le niveau de respect du bien-être animal dans son processus de fabrication et sa teneur en pesticides. Un étiquetage conçu sur le modèle du Nutri-Score qui existe depuis 2017 et qui permet aux consommateurs d'avoir une idée précise et en un seul coup d'œil de la valeur nutritive de ce qu'ils achètent.

Le collectif « En Vérité » est aujourd'hui fort d'une soixantaine d'industriels de l'agroalimentaire qui se disent prêts à lui suivre dans ce projet. Candia, Yoplait (produits laitiers) et Daucy (conserves de légumes) font partie de ceux-là.

Tweet

« Finalement, il ne manque qu'un cadre réglementaire à cet étiquetage environnemental. Les consommateurs sont demandeurs et les industriels aussi. Mais il faut que le gouvernement se saisisse du projet et nous propose un cadre d'évaluation et de notification. Parce qu'il est bien évident que cela ne peut pas venir des industriels eux-mêmes », explique David Garbous, membre du collectif « En Vérité ».

Bonne idée, mais rien de concret pour l'instant

Du côté du ministère de la Transition écologique, l'idée semble avoir fait mouche. Mais aucun des représentants présents jeudi ne se risque à avancer un niveau d'évaluation à ce nouveau score et encore moins une date de mise en place.

D'autant plus que le Planet-Score, expérimenté depuis deux ans par 187 industriels sur des dizaines de milliers de produits du quotidien, n'a toujours pas livré ses résultats. Une évaluation qui ne prend cependant en compte que l'impact environnemental des produits et pas le bien-être animal.

Côté industriel, cet étiquetage serait perçu comme un levier pour renforcer la confiance dans les marques. « Le Nutri-Score a permis aux fabricants qui ont joué le jeu de renouer avec certains consommateurs. Même s'ils ne sont pas toujours très bien notés, ils savent que c'est un gage de transparence donné aux clients et qui est forcément bon pour les affaires », affirme David Garbous, par ailleurs ancien cadre chez Fleury-Michon.

Un score environnemental, qui au travers de l'indication géographique, pourrait également permettre de



réduire la consommation énergétique du produit et pas seulement son bilan carbone. « Notre objectif est d'aller à la source des problèmes : dans les champs, dans les fermes et dans les usines », conclut David Garbous. ■



Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ?

Boris IVANOFF

Le collectif d'industriels « En Vérité » a présenté jeudi matin son projet d'étiquetage environnemental à des représentants du ministère de la Transition écologique. À l'instar du Nutri-Score, l'idée est d'indiquer aux consommateurs sous une lettre l'origine du produit, le bien-être animal et la teneur en pesticides. Des industriels se disent prêts à suivre.

« Les Français ont le droit de savoir ce qu'ils mangent. Obligez-nous à dire la vérité ! » Un slogan qui a le mérite d'être clair. Le collectif d'industriels de l'agroalimentaire « En Vérité » milite depuis plus d'un an pour un étiquetage environnemental. Ce jeudi, ils ont présenté leur projet à des représentants du ministère de la Transition écologique. L'idée est simple : il s'agit d'indiquer aux consommateurs, sous forme de lettres (« A », « B », « C », « D » ou « E ») la qualité environnementale des produits ainsi étiquetés.

Origine géographique, bien-être animal et teneur en pesticides

Trois critères seraient alors pris en compte dans cette évaluation : l'origine géographique du produit, le niveau de respect du bien-être animal dans son processus de fabrication et sa teneur en pesticides. Un étiquetage conçu sur le modèle du Nutri-Score qui existe depuis 2017 et qui permet aux consommateurs d'avoir une idée précise et en un seul coup d'œil de la valeur nutritive de ce qu'ils achètent.

Le collectif « En Vérité » est aujourd'hui fort d'une soixantaine d'industriels de l'agroalimentaire qui se disent prêts à lui suivre dans ce projet. Candia, Yoplait (produits laitiers) et Daucy (conserves de légumes) font partie de ceux-là.

Tweet

« Finalement, il ne manque qu'un cadre réglementaire à cet étiquetage environnemental. Les consommateurs sont demandeurs et les industriels aussi. Mais il faut que le gouvernement se saisisse du projet et nous propose un cadre d'évaluation et de notification. Parce qu'il est bien évident que cela ne peut pas venir des industriels eux-mêmes », explique David Garbous, membre du collectif « En Vérité ».

Bonne idée, mais rien de concret pour l'instant

Du côté du ministère de la Transition écologique, l'idée semble avoir fait mouche. Mais aucun des représentants présents jeudi ne se risque à avancer un niveau d'évaluation à ce nouveau score et encore moins une date de mise en place.

D'autant plus que le Planet-Score, expérimenté depuis deux ans par 187 industriels sur des dizaines de milliers de produits du quotidien, n'a toujours pas livré ses résultats. Une évaluation qui ne prend cependant en compte que l'impact environnemental des produits et pas le bien-être animal.

Côté industriel, cet étiquetage serait perçu comme un levier pour renforcer la confiance dans les marques. « Le Nutri-Score a permis aux fabricants qui ont joué le jeu de renouer avec certains consommateurs. Même s'ils ne sont pas toujours très bien notés, ils savent que c'est un gage de transparence donné aux clients et qui est forcément bon pour les affaires », affirme David Garbous, par ailleurs ancien cadre chez Fleury-Michon.

Un score environnemental, qui au travers de l'indication géographique, pourrait également permettre de



réduire la consommation énergétique du produit et pas seulement son bilan carbone. « Notre objectif est d'aller à la source des problèmes : dans les champs, dans les fermes et dans les usines », conclut David Garbous. ■



Alimentaire : plébiscite pour un planet-score

Pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel », indique hier une étude BVA commandée par le collectif En Vérité. Cette large majorité semble conforter le gouvernement qui a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat. La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum. À un échantillon représentatif de la population française de 1 000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un « Planet-Score » afin de mesurer la pertinence de celui-ci. Pesticides et bien-être animal Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides.

Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Interrogés sur les « engagements concrets attendus » des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42 % la non-utilisation des pesticides, à 42 % également un mode d'élevage respectueux, à 32 % la préservation du climat, 30 % la préservation de la biodiversité et 27 % la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est « concluant » pour Régis Olgne de BVA : « simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix », les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste. Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont. ■



Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel »



Le 12 janvier 2023 à 22:55

Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait "essentiel", indique jeudi une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat.

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum. A un échantillon représentatif de la population française de 1.000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un "Planet-Score" afin de mesurer la pertinence de celui-ci. Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides. Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Interrogés sur les "engagements concrets attendus" des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42% la non-utilisation des pesticides, à 42% également un mode d'élevage respectueux, à 32% la préservation du climat, 30% la préservation de la biodiversité et 27% la préservation des ressources, selon l'étude de BVA. Le Planet-Score est "concluant" pour Régis Olgne de BVA : "simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix", les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste. Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont.



Pour 86 % des Français, un score environnemental serait « essentiel »

Actualités

Pour 86 % des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait « essentiel », indique jeudi une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat.

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum.

A un échantillon représentatif de la population française de 1 000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un « Planet-Score » afin de mesurer la pertinence de celui-ci.

Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides. Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Interrogés sur les « engagements concrets attendus » des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42 % la non-utilisation des pesticides, à 42 % également un mode d'élevage respectueux, à 32 % la préservation du climat, 30 % la préservation de la biodiversité et 27 % la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est « concluant » pour Régis Olagne de BVA : « simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix », les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste.

Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont.



POUR 86% DES FRANÇAIS, UN SCORE ENVIRONNEMENTAL SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES SERAIT « ESSENTIEL »

LE 12 JANVIER 2023 À 22:55

PAR L'AFP

POUR 86% DES FRANÇAIS, UN SCORE ENVIRONNEMENTAL SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES SERAIT "ESSENTIEL", INDIQUE JEUDI UNE ÉTUDE BVA COMMANDÉE PAR LE COLLECTIF EN VÉRITÉ, ALORS QUE LE GOUVERNEMENT A ENTAMÉ UNE CONCERTATION AVEC LES DIFFÉRENTS ACTEURS DU SECTEUR POUR PROPOSER UN ÉTIQUETAGE ENVIRONNEMENTAL D'ICI À FIN 2023, DANS LE CADRE DE LA LOI CLIMAT.

Powered by [Audion](#)

Écouter cet article

POUR 86% DES FRANÇAIS, UN SCORE ENVIRONNEMENTAL SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES SERAIT « ESSENTIEL »

00:00

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum. A un échantillon représentatif de la population française de 1.000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un "Planet-Score" afin de mesurer la pertinence de celui-ci. Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides. Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site.

Interrogés sur les "engagements concrets attendus" des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42% la non-utilisation des pesticides, à 42% également un mode d'élevage respectueux, à 32% la préservation du climat, 30% la préservation de la biodiversité et 27% la préservation des ressources, selon l'étude de BVA. Le Planet-Score est "concluant" pour Régis Olagne de BVA : "simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix", les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste. Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont.



Consommation. Bientôt un étiquetage environnemental sur tous les produits ?

Boris IVANOFF

Le collectif d'industriels « En Vérité » a présenté jeudi matin son projet d'étiquetage environnemental à des représentants du ministère de la Transition écologique. À l'instar du Nutri-Score, l'idée est d'indiquer aux consommateurs sous une lettre l'origine du produit, le bien-être animal et la teneur en pesticides. Des industriels se disent prêts à suivre.

« Les Français ont le droit de savoir ce qu'ils mangent. Obligez-nous à dire la vérité ! » Un slogan qui a le mérite d'être clair. Le collectif d'industriels de l'agroalimentaire « En Vérité » milite depuis plus d'un an pour un étiquetage environnemental. Ce jeudi, ils ont présenté leur projet à des représentants du ministère de la Transition écologique. L'idée est simple : il s'agit d'indiquer aux consommateurs, sous forme de lettres (« A », « B », « C », « D » ou « E ») la qualité environnementale des produits ainsi étiquetés.

Origine géographique, bien-être animal et teneur en pesticides

Trois critères seraient alors pris en compte dans cette évaluation : l'origine géographique du produit, le niveau de respect du bien-être animal dans son processus de fabrication et sa teneur en pesticides. Un étiquetage conçu sur le modèle du Nutri-Score qui existe depuis 2017 et qui permet aux consommateurs d'avoir une idée précise et en un seul coup d'œil de la valeur nutritive de ce qu'ils achètent.

Le collectif « En Vérité » est aujourd'hui fort d'une soixantaine d'industriels de l'agroalimentaire qui se disent prêts à lui suivre dans ce projet. Candia, Yoplait (produits laitiers) et Daucy (conserves de légumes) font partie de ceux-là.

Tweet

« Finalement, il ne manque qu'un cadre réglementaire à cet étiquetage environnemental. Les consommateurs sont demandeurs et les industriels aussi. Mais il faut que le gouvernement se saisisse du projet et nous propose un cadre d'évaluation et de notification. Parce qu'il est bien évident que cela ne peut pas venir des industriels eux-mêmes », explique David Garbous, membre du collectif « En Vérité ».

Bonne idée, mais rien de concret pour l'instant

Du côté du ministère de la Transition écologique, l'idée semble avoir fait mouche. Mais aucun des représentants présents jeudi ne se risque à avancer un niveau d'évaluation à ce nouveau score et encore moins une date de mise en place.

D'autant plus que le Planet-Score, expérimenté depuis deux ans par 187 industriels sur des dizaines de milliers de produits du quotidien, n'a toujours pas livré ses résultats. Une évaluation qui ne prend cependant en compte que l'impact environnemental des produits et pas le bien-être animal.

Côté industriel, cet étiquetage serait perçu comme un levier pour renforcer la confiance dans les marques. « Le Nutri-Score a permis aux fabricants qui ont joué le jeu de renouer avec certains consommateurs. Même s'ils ne sont pas toujours très bien notés, ils savent que c'est un gage de transparence donné aux clients et qui est forcément bon pour les affaires », affirme David Garbous, par ailleurs ancien cadre chez Fleury-Michon.

Un score environnemental, qui au travers de l'indication géographique, pourrait également permettre de



réduire la consommation énergétique du produit et pas seulement son bilan carbone. « Notre objectif est d'aller à la source des problèmes : dans les champs, dans les fermes et dans les usines », conclut David Garbous. ■

Alimentaire: pour 86% des Français, un score environnemental serait "essentiel"

(), (AFP) -

Pour 86% des Français, un score environnemental sur les produits alimentaires serait "essentiel", indique jeudi une étude BVA commandée par le collectif En Vérité, alors que le gouvernement a entamé une concertation avec les différents acteurs du secteur pour proposer un étiquetage environnemental d'ici à fin 2023, dans le cadre de la loi Climat.

La loi Climat et résilience d'août 2021 prévoyait un étiquetage environnemental obligatoire sur certains types de produits, à l'issue d'une phase d'expérimentation de cinq ans au maximum.

A un échantillon représentatif de la population française de 1.000 personnes, l'institut de sondage BVA a proposé différents produits, d'abord sans étiquetage environnemental, puis avec un "Planet-Score" afin de mesurer la pertinence de celui-ci.

Le Planet-Score, élaboré par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation biologiques (ITAB), association d'utilité publique soutenue par le ministère de l'Agriculture, attribue une note entre A et E au produit, notamment en fonction de l'impact sur la biodiversité, sur le climat et l'utilisation de pesticides.

Il est testé depuis fin 2021 et 187 entreprises de l'alimentaire l'expérimentent aujourd'hui, peut-on lire sur son site. Interrogés sur les "engagements concrets attendus" des marques sur les problématiques environnementales, les consommateurs ont répondu à 42% la non-utilisation des pesticides, à 42% également un mode d'élevage respectueux, à 32% la préservation du climat, 30% la préservation de la biodiversité et 27% la préservation des ressources, selon l'étude de BVA.

Le Planet-Score est "concluant" pour Régis Olagne de BVA : "simple à utiliser, permettant de comprendre et facilitant le choix", les consommateurs réorientant leurs choix lorsque cet indicateur est présent, note l'analyste.

Le collectif En Vérité regroupe plus de 60 marques alimentaires dont Yoplait, Candia, Entremont.

Afp le 12 janv. 23 à 16 13.